REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But-Une Foi



MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



NOTE DE CONJONCTURE

Troisième trimestre 2018

DPEE, 64 Rue Carnot X Docteur THEZE, Dakar

BP: 116 site web: www.dpee.sn; email: info@dpee.sn

Novembre 2018

Table des matières

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	3
I. ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE	7
II.1. SECTEUR REEL	7
II.1.1. Secteur Primaire	7
II.1.2. Secteur Secondaire	11
II.1.3. SECTEUR TERTIAIRE	20
II.1.3.1: Le sous-secteur du commerce	20
II.1.3.2: Le sous-secteur des services	21
II.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE RECENTE : UNE ANALYSE PAR LA DEMANDE	24
II.3. EMPLOI ET OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES	26
II.3.1. Emploi salarié dans le secteur moderne	26
II.3.2. Opinion des chefs d'entreprises	28
II.4. INFLATION ET COMPETITIVITE	31
II.4.1 Inflation	31
II.4.2 Tendances des marchés	33
II.4.3 Compétitivité-Prix	35
II.5. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE PAR LES MENAGES	36
II.5.1. Conjoncture économique	36
II.5.2. Conjoncture sociale	36
II.5.3. Confiance des ménages	37
II.6. COMMERCE EXTERIEUR	38
II.6.1. Exportations des principaux produits	38
II.6.2. Importations des principaux produits	39
I.7 FINANCES PUBLIQUES	42
II.7.1. Recettes budgétaires	42
II.7.2 Dépenses publiques	43
II.8. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE	44
II.8.1 Monnaie et crédit	44
II.8.2. Les titres publics	46
II.8.3. Les transferts rapides d'argent	46
II.8.4. Les systèmes financiers décentralisés (SFD)	47

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100 = 2000)	6
Tableau 2 : Indice Général d'Activité hors agriculture et sylviculture (base 100 = 2006)	
Tableau 3 : Evolution de l'indice du secteur primaire (base 100 = 2006)	
Tableau 4 : Evolution de l'indice du secteur secondaire (base 100 = 2006)	
Tableau 5: Evolution de l'indice du secteur tertiaire (base 100 = 2006)	
Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne	
Tableau 7: Indice de l'emploi salarié dans le secondaire (base 100 = 2010)	. 26
Tableau 8: Indice de l'emploi salarié dans le tertiaire (base 100 = 2010)	. 27
Tableau 9: Indicateur de climat des affaires*	. 28
Tableau 10: Evolution des prix selon l'origine des produits	. 31
Tableau 11: Evolution de l'indice des prix à la consommation (base 100 = 2008)	. 32
Tableau 12: Evolution des taux de change	. 35
Tableau 13 : Indicateur synthétique et soldes d'opinion	. 37
Tableau 14: Exportations en valeur (millions FCFA)	. 39
Tableau 15: Importations en valeur (millions FCFA)	. 41
Tableau 16: Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA)	. 45
Tableau 17: Transferts rapides d'argent effectués par les Etablissements de crédit du Sénégal .	. 47
Tableau 18: Sociétariat, encours de crédits et de dépôts des Systèmes Financiers Décentralisés	. 48
Graphique 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100=2000)	6
Graphique 2 : Evolution des débarquements de la pêche	
Graphique 3 : Evolution de la production (en tonnes) contrôlée de viande	
Graphique 4 : Taux de mises en place des semences de niébé (1105 tonnes), à fin septembre 201	
par rapport à l'objectif de mise en place (1500 tonnes)	
Graphique 5 : Taux de réalisation pour le manioc (4922 hectares), à fin septembre 2018, par	
rapport à l'objectif de mise en place (10 000 hectares)	. 10
Graphique 6 : Réalisations VFS (70 933 hectares) par rapport aux prévisions SAED (86 650	
hectares) à fin septembre 2018	. 11
Graphique 7 : Réalisations dans la VFS (en hectares)	. 11
Graphique 8: Evolution des productions (en tonnes) de phosphate et de sel	. 14
Graphique 9: Evolution de la production d'huile (en milliers de tonnes)	. 15
Graphique 10: Evolution de la production (en tonnes) de sucre	. 16
Graphique 11: Evolution de la production de ciment (en milliers de tonnes)	. 18
Graphique 12: Evolution de l'indice des activités du secteur tertiaire	. 20
Graphique 13: Evolution de l'activité dans le commerce	. 21
Graphique 14 : Evolution de l'activité dans les services	. 23
Graphique 15 : Evolution de la croissance du PIB trimestriel (en glissement)	. 24
Graphique 16 : Evolution des contributions à la croissance en glissement	. 25
Graphique 17 : Opinion des chefs d'entreprises dans l'industrie au troisième trimestre 2018	. 28
Graphique 18 : Principales contraintes à l'activité dans l'industrie au troisième trimestre 2018	. 28
Graphique 19 : Opinion des chefs d'entreprises dans les BTP au troisième trimestre 2018	. 29
Graphique 20 : Principales contraintes à l'activité dans les BTP au troisième trimestre 2018	. 29
Graphique 21 : Opinion des chefs d'entreprises dans les services au troisième trimestre 2018	. 29
Graphique 22 : Principales contraintes à l'activité dans les services au troisième trimestre 2018	329
Graphique 23 : Opinion des chefs d'entreprises dans le commerce au troisième trimestre 2018 .	. 30
Graphique 24 : Principales contraintes à l'activité dans le commerce au troisième trimestre 201	
Graphique 25 : Evolution de l'indice des prix à la consommation base 100 en 2008	. 31
Graphique 26: Evolution des prix (en FCFA) moyens de l'oignon	. 33
Graphique 27: Evolution des prix (en FCFA) moyens des céréales locales	. 34
Graphique 28: Evolution des prix (en FCFA) moyens du riz brisé 100%	. 34

15/11/2018

Graphique 29: Les dépenses de consommation des ménages	36
Graphique 30 : Evolution de l'indice de confiance des ménages	37
Graphique 31: Evolution du rythme de croissance de la masse monétaire en glissement annuel.	44
Graphique 32: Evolution du rythme de croissance des actifs extérieurs nets en glissement annuel	45
Graphique 33: Evolution du rythme de croissance des créances sur les autres secteurs, en glissement annuel	45
Graphique 34: Répartition des transferts reçus par origine	46
Graphique 35: Sociétariat des SFD (Membres / Clients)	47
Graphique 36: Encours des crédits-encours des dépôts	48
Graphique 37: Evolution du taux de créances en souffrance	48

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Economie mondiale : les risques s'accentuent

Au terme des trois premiers trimestres de 2018, les risques qui pèsent sur l'économie mondiale se sont accentués, principalement marqués par les inquiétudes entourant les politiques commerciales, les négociations

sur les modalités de sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne et les tensions en zone euro nées du projet de budget italien. En outre, le durcissement des conditions financières, lié à la normalisation de la politique monétaire de la Reserve fédérale américaine, a ralenti le dynamisme de croissance des pays en développement. Dans ce contexte, le Fond monétaire international (Fmi) a revu à la baisse ses prévisions de croissance du Produit intérieur brut (PIB) mondial pour 2018, à 3,7% après 3,9% précédemment.

Dans les pays avancés, malgré l'accroissement des menaces, la croissance devrait s'accélérer en 2018, à 2,4% après 2,7% l'année dernière, portée par les performances de l'économie américaine. Cette dernière, stimulée par les mesures de relance budgétaire, notamment les réformes fiscales et la hausse des dépenses, afficherait une expansion de 2,9% contre 2,2% en 2017. Au Royaume-Uni, les conditions de sortie de l'Union européenne continuent d'affecter l'économie. En 2018, la croissance britannique est attendue à 1,4% après 1,7% un an plus tôt. La zone euro n'est, également, pas épargnée par cet environnement mondial tendu, notamment alimenté par la crise italienne. En 2018, le taux de croissance de la région devrait reculer de 0,4 point par rapport à 2017, à 2%. Dans les principales économies de l'Euro, l'activité économique devrait ralentir. En effet, en Allemagne, la croissance de l'économie est attendue cette année à 1,9% contre 2,5% en 2017, sous l'effet de la montée des incertitudes au niveau mondial. Dans le même sillage, la croissance devrait nettement décélérer en France et en Italie, avec des taux respectifs estimés à 1,6% et 1,2%, après 2,3% et 1,5% un an plus tôt. Au Japon, l'expansion économique devrait aussi s'amoindrir en 2018. Selon les dernières estimations, elle s'établirait à 1,1% cette année contre 1,7% en 2017.

S'agissant des marchés émergents et des économies en développement, la croissance devrait globalement se maintenir à son niveau de 2017, à 4,7%. Toutefois, des disparités sont attendues entre les pays de ce groupe. Pour les grands pays exportateurs de matières premières, la croissance économique se renforcerait, soutenue par le redressement des cours, en particulier de celui du pétrole. Ainsi, l'Inde, la Russie et le Brésil devraient faire mieux que l'an dernier, avec des taux de croissance annuelle attendus, respectivement, à 7,3%, 1,7% et 1,4%, après 6,7%, 1,5% et 1% en 2017. En revanche, confrontée aux changements dans la

politique économique américaine et au ralentissement de l'investissement, la croissance chinoise devrait décélérer de 0,3 point de pourcentage pour se situer à 6,6% en 2018. Par ailleurs, la Turquie et l'Argentine, affectées par la pression des marchés financiers due aux relèvements des taux d'intérêt de la Banque centrale américaine, devraient se porter moins bien en 2018, avec des projections de croissance respectives de 3,5% et -2,6% après 7,4% et 2,9% l'année dernière.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique devrait s'accélérer en 2018, à 3,1% contre 2,7% en 2017. Les croissances respectives du Nigéria et de l'Afrique du Sud sont anticipées à 1,9% et 0,8% contre 0,8% et 1,3% un an auparavant.

La Fed poursuit le resserrement de sa politique monétaire

Au plan financier, la Réserve fédérale a poursuivi le resserrement de sa politique monétaire durant le troisième trimestre de 2018. En effet, en fin septembre, la Banque centrale américaine a relevé, pour la troisième fois cette

année, la fourchette de ses taux d'intérêt directeurs, entre 2% et 2,25%. Une hausse supplémentaire est, par ailleurs, prévue pour l'année 2018 et trois autres en 2019. Dans la zone euro, la Banque centrale (BCE) a maintenu le statu quo, en laissant ses taux d'intérêt inchangés. Son principal taux de refinancement est resté à 0,00%, son taux de prêt marginal à 0,25% et celui de dépôt à -0,4%. Concernant sa politique d'assouplissement quantitatif, la BCE a décidé de réduire les montants d'achats d'actifs à 15 milliards d'euros par mois, pour le dernier trimestre de 2018. Par ailleurs, la Banque centrale britannique (BoE) a augmenté d'un quart de point son principal taux d'intérêt, de 0,5% à 0,75%, soit la deuxième fois depuis la crise financière de 2008.

Appréciation du dollar face à l'euro

Sur le marché de change, au troisième trimestre 2018, l'euro s'est déprécié face au dollar et au yen, respectivement de 2,4% et 0,3%, en rythme trimestriel. Par

contre, vis-à-vis de la livre sterling, une appréciation de 1,9% est observée. En comparaison au troisième trimestre de l'année précédente, la monnaie unique européenne a reculé face au dollar (-1,0%), à la livre sterling (-0,6%) et au yen (-0,5%). Sur les neuf premiers mois de 2018, l'euro s'est, par contre, renforcé, dans l'ordre, de 7,3%, 1,3% et 5,1% vis-à-vis des devises précitées. Sur la même période, le dollar s'est affaibli par rapport à la livre et au yen, respectivement de 5,6% et 2,1%.

Les prix de l'énergie portent l'inflation

S'agissant de la variation en rythme annuel du niveau général des prix à la consommation, elle a globalement progressé au troisième trimestre 2018, principalement portée

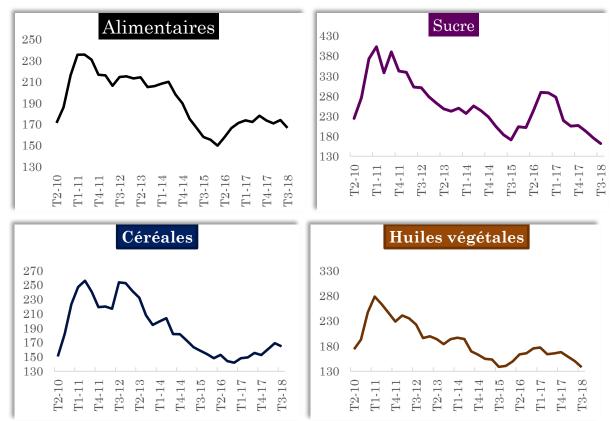
par la hausse des prix de l'énergie. Dans les pays de l'OCDE, l'inflation annuelle est ressortie à 2,9 % au troisième trimestre après 2,5% au trimestre précédent, avec une augmentation de 9,8% des prix de l'énergie. Au sein du groupe, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 2,1% en zone euro, à 2,6% aux Etats-Unis, à 2,3% au Royaume-Uni et à 1,1% au Japon après, respectivement, 1,7%, 2,7%, 2,2% et 0,6% au deuxième trimestre.

Dans les pays émergents, la hausse des prix à la consommation s'est aussi accentuée au troisième trimestre 2018. Au sein des principales économies de la zone, notamment la Chine, le Brésil et la Russie, l'inflation annuelle est respectivement ressortie à 2,3%, 4,4% et 3,0%, après 1,8%, 3,3% et 2,4 % au deuxième trimestre 2018.

Pour sa part, l'inflation sous-jacente, ciblée à 2% par les banques centrales dans la plupart des pays avancés, a différemment évolué selon les économies. Aux Etats-Unis, elle a dépassé 2% pour le deuxième trimestre consécutif tandis qu'au Royaume-Uni, elle est ressortie à 1,8% après 1,9% au précédent trimestre. Concernant la zone euro et le Japon, l'inflation hors alimentation et énergie est restée faible au troisième trimestre, avec des taux respectifs de 1% et 0,2%.

Les produits alimentaires de base deviennent moins chers S'agissant des produits alimentaires de base, l'indice des prix a enregistré une baisse de 4,2%, en variation trimestrielle, du fait, principalement, de l'offre abondante pour la plupart des produits de base

et du ralentissement de la demande. En outre, les tensions sur le commerce mondial, en particulier sur les prix du soja, ont affaibli l'indice global durant le troisième trimestre 2018. En glissement annuel, le cours des produits alimentaires de base a également reculé, de 6,4% au troisième trimestre et 2,4% en moyenne sur les trois premiers trimestres de 2018. Au titre des céréales, des huiles végétales et du sucre, les cours se sont respectivement repliés de 2,6%, 8% et 8,3%, en rythme trimestriel. En glissement annuel, les céréales se sont renchéries (+5,9% au troisième trimestre 2018 et +9,2% en cumul sur les trois premiers trimestres de 2018) alors que les cours respectifs des huiles végétales (-16,4% au troisième trimestre et -11,6% sur les neuf premiers mois de 2018) et du sucre (-8,3% au troisième trimestre et -24,5% sur les neuf premiers mois de 2018) ont fléchi.



Graphique 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100=2000)

Tableau 1 : Evolution de l'indice des cours des matières premières (base 100 = 2000)

	2017	20	18		Variations (%))
	T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	Trim. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	Cumul
Indice Global alim	178,3	174,2	166,8	-4,2	-6,4	-2,4
Céréales	155,7	169,3	164,8	-2,6	5,9	9,2
Huiles végétales	165,6	150,4	138,3	-8,0	-16,4	-11,6
Sucre	176,3	176,3	161,6	-8,3	-8,3	-24,5
Viande	174,4	168,5	166,1	-1,5	-4,8	-0,9
Produits laitiers	220,1	210,8	195,6	-7,2	-11,1	-1,9

Source : FAO-DPEE

Le cours du pétrole Brent augmente Concernant le pétrole, le prix du baril de Brent s'est établi à 75,5 dollars au troisième trimestre 2018, progressant de 1,3% par rapport au trimestre précédent. Il est soutenu par

la baisse de la production au Venezuela et le recul des stocks de brut américain. En outre, les craintes du marché relatives aux sanctions américaines sur les exportations de brut iraniennes ont contribué à renchérir le Brent. En glissement annuel, le cours du Brent a fortement progressé de 45,9% au troisième trimestre et 39% en moyenne sur les trois premiers trimestres de 2018.

I. ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE

II.1. SECTEUR REEL

L'évolution de l'activité économique interne hors agriculture et sylviculture, mesurée par celle de l'Indice Général d'Activité (IGA) fait apparaître une contraction de 1,5% entre le deuxième et le troisième trimestre 2018. En revanche, sur une base annuelle, des croissances respectives de 4,8% et 6,2% sont enregistrées au troisième trimestre et en cumul sur les neuf premiers mois de 2018.

Le repli, en rythme trimestriel, de l'activité économique interne hors agriculture et sylviculture est essentiellement attribuable aux secteurs primaire (-23,0%) et secondaire (-2,0%). Pour leurs parts, le tertiaire et l'administration publique se sont respectivement confortés de 3,9% et 1,6% sur la période.

S'agissant de la croissance hors agriculture et sylviculture ($\pm 6,2\%$) des neuf premiers mois de l'année, elle traduit une bonne évolution d'ensemble des secteurs primaire ($\pm 5,8\%$), secondaire ($\pm 6,5\%$), tertiaire ($\pm 7,0\%$) et de l'administration publique ($\pm 7,6\%$). En outre, une modeste progression ($\pm 1,0\%$) des taxes sur biens et services est notée.

Tableau 2: Indice Général d'Activité hors agriculture et sylviculture (base 100 = 2006)

	Pond	2017	20	18	V	ariation (%)
	(2017)	Trim 3 (1)	Trim 2 (2)	Trim 3 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Cumul
PRIMAIRE (Elevage et Pêche)	5,6	92,8	120,4	92,7	-23,0	-0,2	5,8
SECONDAIRE	23,1	146,4	162,1	158,9	-2,0	8,5	6,5
TERTIAIRE	53,6	165,0	169,8	176,4	3,9	6,9	7,0
ADMINISTRATION PUBLIQUE	6,1	159,8	169,0	171,7	1,6	7,4	7,6
TAXE SUR BIENS ET SERVICES	11,6	152,0	167,7	132,1	-21,2	-13,1	1,0
IGA (base 100=2006)	100,0	155,0	165,1	162,5	-1,5	4,8	6,2

Source : DPEE

II.1.1. SECTEUR PRIMAIRE

Le troisième trimestre de 2018 est marqué par une forte contraction (-23%) du secteur primaire, hors agriculture et sylviculture, en variation trimestrielle. Cette contreperformance traduit les faibles résultats simultanés des sous-secteurs de la pêche (-41,7%) et de l'élevage (-16,9%).

Sur une base annuelle, un léger repli (-0,2%) du secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) est noté au troisième trimestre 2018 contre une consolidation de 5,8% en cumul sur les neuf premiers mois de l'année. Cette dernière est attribuable au sous-secteur de l'élevage (+7,9%), la pêche s'étant contractée (-1,5%) sur la période.

Tableau 3: Evolution de l'indice du secteur primaire (base 100 = 2006)

SECTEUR PRIMAIRE	Pond	2017	20	18	V	ariation (%)
	(2017)	Trim 3 (1)	Trim 2 (2)	Trim 3 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Cumul
PRIMAIRE (hors agriculture & sylviculture)	5,6	92,84	120,35	92,66	-23,0	-0,2	5,8
Elevage		93,20	113,76	94,56	-16,9	1,5	7,9
Pêche		91,44	146,17	85,20	-41,7	-6,8	-1,5

Source : DPEE

Baisse trimestrielle des débarquements

Entre le deuxième et le troisième trimestre 2018, l'activité de pêche s'est repliée de 41,7%, en liaison avec les contreperformances simultanées de ses composantes artisanale

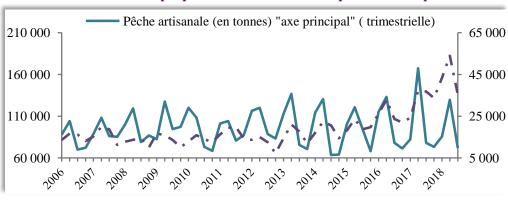
(-44,7%) et industrielle (-34,5%).

Le recul des débarquements de la pêche artisanale est attribuable aux régions de Thiès (-39,4%), Dakar (-59,9%) et Saint-Louis (-77,9%). Dans les deux premières localités citées, la fin de l' «upwelling »¹ a entraîné un déplacement des poissons pélagiques vers des eaux plus riches en éléments nutritifs où la chaîne trophique est plus développée. A Saint-Louis, par contre, le troisième trimestre 2018 a coïncidé avec la fin de la campagne (décembre-juin) de pêche. S'agissant de la pêche industrielle, le recul trimestriel est notamment imputable aux débarquements de thon (-41,5%) et «sardinelles, maquereaux, chinchards» (-42,9%). Au total, la baisse de l'offre a entraîné une hausse des prix du poisson frais de 26,2% sur la période.

Sur une base annuelle, l'activité de pêche s'est repliée de 6,8% au troisième trimestre 2018, du fait des diminutions respectives de 4,1% et 8,1% des captures industrielles et artisanales. Les faibles résultats de la pêche artisanale sont essentiellement expliqués par l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel d'interdiction de la pêche nocturne (du 1^{er} juin au 30 septembre 2018) dans les zones de Dakar et Cap Skirring. Pour ce qui est de la pêche industrielle, un important recul (-10,8%) des prises de thon est notamment observé sur la période.

En somme sur les trois premiers trimestres de 2018, le sous-secteur de la pêche s'est affaibli de 1,5%, comparativement à la même période un an auparavant, en rapport avec la régression de 12,4% des débarquements de la pêche artisanale. En effet, le repos biologique observé durant quatre mois a entraîné une diminution de l'effort de pêche artisanale des sennes tournantes sur la période. A cela s'ajoute, une raréfaction de la ressource, due à la surpêche. Toutefois, la pêche industrielle s'est bien comportée, portée par les prises de « crevettes et langoustes » (+6,2%), «poulpe, seiche, sole, rouget, raie, filet de poisson plat» (+21,1%) et thon (+14,9%).

¹ Remontée d'eaux froides profondes vers le littoral



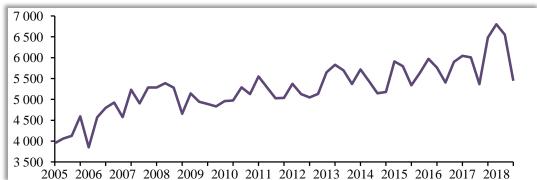
Graphique 2 : Evolution des débarquements de la pêche

Baisse de l'activité au troisième trimestre 2018

En variation trimestrielle, le sous-secteur de l'élevage s'est repliée de 16,9%, au troisième trimestre 2018, du fait, essentiellement, des baisses respectives des

productions contrôlées de viande bovine (-19,8%), ovine (-12,7%) et caprine (-6,3). Cette situation est notamment expliquée par les difficultés d'approvisionnement des chevillards en période de soudure, à la célébration de la fête de l'Aïd el Kabir (Tabaski) et à la baisse du poids moyen par tête des bêtes, consécutives au retard de l'installation de l'hivernage noté dans certaines zones du pays.

Par contre, sur un an, des croissances respectives du sous-secteur de l'élevage de 1,5% et 7,9% sont enregistrées au troisième trimestre 2018 et en cumul sur les neuf premiers mois de l'année. Sur cette dernière période, les abattages contrôlés de bovins, ovins et caprins se sont respectivement renforcés de 4,1%, 16,4% et 18,6%, en liaison avec la lutte contre l'abattage clandestin et le «déstockage» des bêtes.



Graphique 3 : Evolution de la production (en tonnes) contrôlée de viande

Agriculture :les cultures de mil, d'arachide et de niébé arrivent à maturité

A fin septembre 2018, l'activité agricole est principalement marquée par la maturation des cultures de mil, d'arachide et de niébé dans les régions du Centre² et du Sud³ du pays ainsi que par la mise en

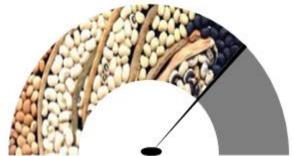
² Centre Nord (Diourbel, Thiès et Dakar) et Centre Sud (Fatick, Kaolack et Kaffrine)

place d'un programme d'adaptation reposant sur des variétés à cycle court. Concernant la riziculture dans la vallée du fleuve Sénégal, elle s'est comportée de manière quasi identique pour la campagne 2018-2019 que pour celle de l'année précédente.

Un programme d'adaptation pour pallier le déficit pluviométrique dans certaines régions En réponse aux déficits pluviométriques notés dans certaines zones, notamment, Matam (-30,3%⁴), Thiès (-23,3%) et Saint-Louis (-3,8%), le Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural (MAER) a mis en place un Programme d'Adaptation d'un

coût de sept (7) milliards. Ce dernier a ciblé le niébé, le sésame, la pastèque, le sorgho et le manioc avec des objectifs de mise en place de semences respectifs de 1 500 tonnes, 300 tonnes, 25 tonnes, 400 tonnes et 10 000 hectares. A fin septembre 2018, le niveau de réalisation a atteint 73,67% pour le niébé, 47,64% pour le sorgho, 29,87% pour le sésame, 54,39% pour la pastèque et 49,22% pour le manioc. Par ailleurs, l'atteinte des phases de maturation du mil, de l'arachide et du niébé est notée dans les régions du Centre et du Sud du pays, à fin septembre 2018, alors que les récoltes de pastèques sont enregistrées au Nord⁵ et au Centre Nord.

Graphique 4 : Taux de mises en place des semences de niébé (1105 tonnes), à fin septembre 2018, par rapport à l'objectif de mise en place (1500 tonnes)



Source : Comité National AGRHYMET du Sénégal

Graphique 5 : Taux de réalisation pour le manioc (4922 hectares), à fin septembre 2018, par rapport à l'objectif de mise en place (10 000 hectares)



Source: Comité National AGRHYMET du Sénégal

Riziculture: perspectives de production quasi-stables pour la campagne 2018-2019 comparativement à la précédente

Dans la vallée du fleuve Sénégal, la campagne rizicole 2018-2019 est quasi identique à la précédente avec un niveau de réalisation de 70 933 hectares à fin septembre 2018, en baisse de 0,3% par rapport à la

³ Kolda, Sédhiou et Ziguinchor

⁴ Source ANACIM (Décade du 21 au 30 septembre 2018)

⁵ Matam, Saint-Louis et Louga

même période de 2017. Cette situation traduit un recul des semis/repiquages d'hivernage, partiellement contrebalancé par la hausse (+11,5%) des réalisations de la saison sèche-chaude 2018.

Au titre de la campagne d'hivernage 2018-2019, la riziculture s'est révélée moins performante à fin septembre 2018 qu'un an auparavant. En effet, les semis et repiquages se sont établis à 24 008 hectares (-17,5%), les producteurs ayant davantage privilégié la saison sèche-chaude. En plus, le chevauchement entre la fin de cette dernière et le début de l'hivernage a retardé la libération des parcelles et décalé les dates préconisées de semis d'hivernage (calendrier cultural). D'autre part, les invasions de bestioles (insectes suceurs, rats, ...) ont négativement impacté les rendements et productions d'hivernage de ces dernières années, réduisant ainsi les prises de risques des agriculteurs relatives aux crédits de campagne. Enfin, dans le Delta et à Podor, une forte réservation des superficies pour les cultures de saison sèche -froide (oignon et tomate) est notée du fait de leur plus grande rentabilité financière.

Pour sa part, la riziculture de saison sèche-chaude a enregistré 46 925 hectares de réalisation à fin septembre 2018, à la faveur de l'engouement des producteurs, né des politiques étatiques (PNAR, PRACAS), des efforts consentis sur l'équipement ainsi que de la modernisation du matériel de travail du sol et de récolte. A cela, s'ajoute la construction de magasins de stockage et surtout l'amélioration des conditions de commercialisation du riz.

Au total, la saison sèche-chaude est en train de devenir la principale campagne rizicole, en liaison avec des conditions climatiques et agronomiques plus favorables.

Graphique 6 : Réalisations VFS (70 933 hectares) par rapport aux prévisions SAED (86 650 hectares) à fin septembre 2018

Source : SAED, au troisième trimestre 2018

71200
71150
71000
71000
70950
70850
70800

2017-2018

2018-2019

Source: SAED, au troisième trimestre 2018

II.1.2. SECTEUR SECONDAIRE

En variation trimestrielle, le secteur secondaire s'est replié de 2% au troisième trimestre 2018, singulièrement plombé par la construction (-13,6%), l'«égrenage de coton et la fabrication de textile» (-97,3%) et la fabrication de matériaux de construction (-10,2%). En revanche, les

conserveries de viande et de poissons (+75,4%), la production énergétique (+14,9%), les industries chimiques (+17,2%) et la fabrication de produits céréaliers (+27,9%) se sont bien comportées sur la période.

En glissement annuel, le secteur secondaire s'est, par contre, renforcé de 8,5% durant le troisième trimestre 2018, principalement porté par les conserveries de viande et de poissons (+92,3%), les activités extractives (+20%) et la fabrication de sucre (+132,1%). Cette bonne orientation a été, néanmoins, partiellement contrebalancée par les faibles résultats de la construction (-2,6%), la fabrication de produits céréaliers (-28,9%) et la fabrication de machines (-92%).

Sur les neuf premiers mois de 2018, le secteur secondaire s'est, également, consolidé (+6,5%) par rapport à la même période de 2017, principalement porté par la construction (+14,2%), les conserveries de viande et de poissons (+8,1%) et les activités extractives (+21,7%). A l'inverse, la fabrication de produits céréaliers (-30,5%) et la production de machines (-90,5%) se sont particulièrement repliées sur la période.

Tableau 4 : Evolution de l'indice du secteur secondaire (base 100 = 2006)

		2017	2018		Variation (%)			
SECTEURS	Pond	2017	20	10		2018/2017	1	
SECTEURS	(2017)	T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Cumul	
SECONDAIRE	23,1	146,4	162,1	158,9	-2,0	8,5	6,5	
Activités extractives	1,1	225,8	280,4	270,8	-3,4	20,0	21,7	
Corps gras alimentaires	0,1	13,7	17,9	23,7	32,4	73,5	33,3	
Autres industries	13,5	114,7	129,5	131,3	1,4	14,5	-0,4	
Conserves de viande et poissons	3,3	44,9	49,2	86,4	75,4	92,3	8,1	
Travail de grains	0,3	82,9	90,1	78,0	-13,4	-5,9	-7,9	
Fabrication de produits céréaliers	0,6	119,8	66,6	85,1	27,9	-28,9	-30,5	
Fabrication de sucre	0,5	60,4	158,9	140,3	-11,7	132,1	11,7	
Fabrication autres produits alimentaires	0,7	131,9	77,4	106,2	37,2	-19,5	-31,8	
Fabrication de boissons	0,3	125,1	101,4	120,3	18,6	-3,8	-0,9	
Fabrication de tabac	0,2	153,7	137,9	137,5	-0,3	-10,5	-10,0	
Egrenage de coton et fabrication de textiles	1,0	5,6	108,8	3,0	-97,3	-47,1	-8,9	
Fabrication du Cuir	0,1	101,0	32,4	132,1	307,7	30,8	29,6	
Travail de bois	0,5	136,1	205,1	170,8	-16,7	25,5	27,2	
Fabrication de papier, carton	0,5	99,8	105,8	103,6	-2,2	3,8	0,4	
Raffinage	0,3	169,8	159,7	170,8	7,0	0,6	-13,8	
Industries de produits chimiques	1,3	185,2	177,6	208,2	17,2	12,4	8,5	
Fabrication de produits en caoutchouc	0,3	154,7	165,7	168,1	1,4	8,6	5,0	
Fabrication de verre, poterie	1,5	200,8	233,7	210,0	-10,2	4,5	4,4	
Métallurgie, fonderie	0,6	107,7	123,6	108,6	-12,2	0,8	10,5	
Fabrication de machines	0,1	94,9	3,2	7,6	136,5	-92,0	-90,5	
Construction de matériels de transports	0,1	140,2	164,2	114,0	-30,6	-18,6	-9,8	
Autres industries manufacturières	1,1	215,9	250,4	247,4	-1,2	14,6	-2,6	
Energie	3,0	187,2	171,4	196,9	14,9	5,2	4,0	
Construction	5,4	182,2	205,4	177,5	-13,6	-2,6	14,2	

Source: DPEE

Croissance de l'activité des extractives par rapport à 2017 En rythme trimestriel, les activités extractives ont reculé de 3,4% au troisième trimestre 2018, en rapport avec les productions d'or (-14%) et d'attapulgite (-23,9%). Concernant l'or, les éboulements notés durant l'hivernage et la baisse de 6,5% de la teneur du minerai extrait ont

concouru au repli de la production. A cela s'ajoute la baisse de la demande étrangère, en dépit du recul du cours moyen qui est passé de 1,301 \$/once à 1,209 \$/once entre le deuxième et le troisième trimestre 2018. Pour ce qui est de l'attapulgite, la contraction trimestrielle de la production relève des effets conjugués des arrêts de production durant la saison hivernale et d'une baisse saisonnière de la demande étrangère, particulièrement européenne.

En revanche, une bonne tenue des productions de phosphate (+9,1%) et de sel (+1,2%) est observée, entre le deuxième et le troisième trimestre 2018. En effet, la demande accrue de l'Inde en acide phosphorique pour la fabrication de fertilisants continue de doper la production de phosphate. S'agissant du sel, la poursuite du contingentement tarifaire appliqué par certains partenaires commerciaux couplée à la cherté du transport maritime interafricain ont réorienté les ventes vers le marché intérieur, malgré la rude concurrence de la production artisanale. Ainsi, en variation trimestrielle, les ventes locales sont ressorties en hausse de 9,9% tandis que celles étrangères ont reculé de 1,0%, au troisième trimestre 2018.

Comparativement à la même période un an plus tôt, les activités extractives du troisième trimestre 2018 se sont consolidées de 20,0%, portées par la bonification des productions d'or (+11%), de phosphate (29,9%) et d'attapulgite (+36,9%). La progression de la production aurifère émane principalement de l'augmentation des teneurs moyennes en or du minerai et des taux de récupération tandis que le phosphate continue de tirer profit de la demande indienne d'acide phosphorique ainsi que des importants investissements opérés dans la partie mine depuis l'arrivée du groupe Indorama. Pour leur part, les performances de la production d'attapulgite découlent de l'amélioration des plans d'expédition pour pallier les problèmes de congestion souvent notés au port de Dakar en hivernage. Toutefois, des surcoûts en termes de surestaries sont encore relevés par les exploitants.

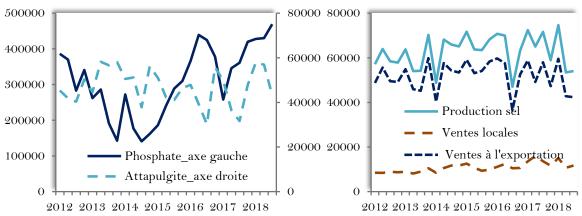
Le cumul des trois premiers trimestres de 2018 fait, également, ressortir un raffermissement (+21,7%) de l'activité extractive par rapport à la même période en 2017, en liaison avec une bonne orientation des productions d'attapulgite (+34,1%), d'or (+12%) et de phosphate (+37,5%). Concernant ce dernier minerai, la production à fin septembre 2018 s'est établie à 1 327 000 tonnes pour un budget de 1 353 000 tonnes, soit un taux de réalisation de 98% et une croissance de 37,5% sur un an. Cette situation est, notamment favorisée par la bonne qualité du minerai, un bon fonctionnement des installations et une amélioration des

capacités de transport par le convoyeur de Tobène dont la bande a été remplacée en novembre 2017.

En perspectives, la production d'or devrait se situer entre 49 000 et 54 000 onces au quatrième trimestre 2018. Par ailleurs, il est, désormais, attendu un niveau minimum de 230 000 onces d'or en 2018 contre 210 000 à 225 000 onces aux précédentes estimations. Toutefois, les fluctuations des cours internationaux, les incertitudes sur les exportations et les incidents mécaniques à la mine pourraient peser sur la dynamique de croissance de la production.

Pour sa part, la production d'attapulgite devrait fléchir au quatrième trimestre 2018 du fait de la baisse attendue des ventes à l'étranger, en raison des fêtes de fin d'année dans les pays de destination du produit, notamment la France, l'Angleterre et les Pays Bas. En effet, les producteurs anticipent une demande de 36 625 tonnes contre 38 660 tonnes au troisième trimestre, soit un repli de 5,3%.

Au titre du phosphate, la production devrait franchir la barre des 1 700 000 tonnes à fin décembre 2018 compte tenu de la dynamique de la demande Indienne en produits dérivés, notamment l'acide phosphorique, et de l'accélération de la cadence des engins au niveau de la mine.



 $\label{lem:condition} \textbf{Graphique 8: Evolution des productions} \ (\textbf{en tonnes} \) \ \textbf{de phosphate et de sel}$

Bonne tenue de l'activité de fabrication des corps gras alimentaires, en rythme trimestriel En variation trimestrielle, la fabrication de corps gras alimentaires s'est consolidée de 32,4%, au troisième trimestre de 2018, essentiellement portée par l'huile brute d'arachide (+79,9%), à la faveur d'une meilleure gestion de la trituration. Le raffinage

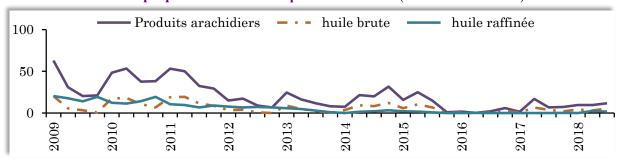
d'huile brute d'arachide a, toutefois, fléchi de 34,2% sur la période.

Sur une base annuelle, la fabrication de corps gras alimentaires s'est également renforcée (+73,5%) au troisième trimestre 2018, en liaison avec les bonnes orientations de la trituration

(+40,7%) et du raffinage d'huile brute d'arachide (1 620 tonnes contre une absence de production en 2017). La bonne tenue du raffinage fait suite à la signature, le 13 mars 2018, d'une convention entre les acteurs de la filière et l'Etat du Sénégal. Le protocole d'accord vise, précisément, à faciliter la commercialisation sur le marché local de l'huile raffinée d'arachide. Il stipule la vente de toute la production d'huile brute d'arachide aux industriels qui sont chargés du raffinage et de la cession du produit fini aux distributeurs. Ces derniers assurent la vente totale de l'huile raffinée aux consommateurs, sous peine de ne pouvoir importer d'autres types d'huile. S'agissant de la production de tourteaux d'arachide, elle a augmenté de 69,5% sur la période.

En somme sur les neuf premiers mois de 2018, la branche de «fabrication de corps gras alimentaire » s'est bien comportée (+33,3%), relativement à la même période de 2017, soutenue par le raffinage d'huile brute d'arachide, à la faveur de la nouvelle politique de l'Etat ci-dessus évoquée (4 082 tonnes à fin septembre 2018 alors qu'aucune production n'a été réalisée un an plus tôt). S'agissant de la production d'huile brute d'arachide, une hausse de 14,5% est enregistrée en liaison avec l'augmentation de 95,1% du niveau de collecte de graines (187 366 tonnes de graines d'arachide à fin septembre 2018 contre 96 024 tonnes un an plus tôt). Quant à la production de tourteaux, elle s'est légèrement repliée (-0,2%) sur la période.

Ainsi, les exportations d'huile brute d'arachide ont augmenté de 142,9% sur les trois premiers trimestres de 2018, concomitamment à une forte amélioration des ventes d'huile raffinée d'arachide sur le marché local (173 tonnes vendues à fin septembre 2018).

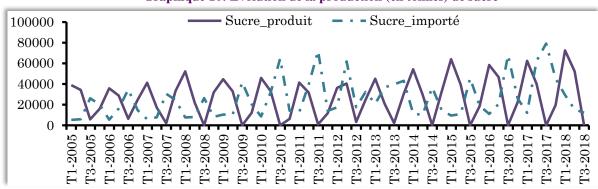


Graphique 9: Evolution de la production d'huile (en milliers de tonnes)

Repli de l'activité de fabrication de sucre, confiserie et chocolaterie, en variation trimestrielle Les arrêts techniques observés dans l'industrie sucrière durant le troisième trimestre 2018 ont principalement entravé la « fabrication de sucre, confiserie et chocolaterie » (-11,7%), en variation

trimestrielle.

En revanche, sur un an, la branche s'est raffermie de 132,1% au troisième trimestre 2018 et 11,7% en cumul sur les neuf premiers mois de l'année. Le regain d'activité des trois premiers trimestres est porté par la fabrication de « confiserie et chocolaterie » (+10,7%) et la production de sucre (+17,3%). Cette dernière a tiré profit du projet KT150 pour atteindre 144 000 tonnes pour la campagne 2017-2018, à la faveur de la modernisation de la raffinerie et de l'augmentation des surfaces emblavées.



Graphique 10: Evolution de la production (en tonnes) de sucre

L'activité d' « égrenage de coton et fabrication de textile » chute, en rythme trimestriel Relativement au trimestre précédent, l'activité d' «égrenage de coton et fabrication de textiles » a reculé de 97,3%, au troisième trimestre 2018. Cette contreperformance s'explique par les arrêts techniques observés, dans le volet égrenage, en absence de fibre de

coton.

Sur un an, la branche s'est également fortement contractée, de 47,1% au troisième trimestre 2018 et 8,9% en cumul sur les neuf premiers mois de l'année. Cette situation découle de l'irrégularité de la pluviométrie ainsi que de l'abandon du coton par les paysans au profit d'autres spéculations (notamment l'arachide) jugées plus intéressantes en termes de prix au producteur.

Bond trimestriel de la production d'énergie

Le sous-secteur énergétique a enregistré un bond de 14,9% entre le deuxième et le troisième trimestre 2018, soutenu par la production d'électricité (+17,2%). En effet, l'élévation des températures durant la période estivale et

l'accroissement de la clientèle (+2,2%) ont boosté la demande en électricité. En outre, la production d'eau potable s'est améliorée de 3,6%, sur la période.

En glissement annuel, le sous-secteur de l'énergie a crû de 5,2% au troisième trimestre 2018 et 4,0% en cumul sur les neuf premiers mois de 2018, en liaison avec l'augmentation de la demande d'électricité consécutive à l'accroissement de la clientèle (+9,7% sur les neuf

premiers mois), dans un contexte de renforcement de la puissance disponible. Cette dernière a tiré profit de la mise en service, entre février et août 2018, de trois nouvelles centrales, dont deux solaires (Kahone,20 Mégawatts et Kasal, 20 Mégawatts) et une à charbon (Sendou, 115 mégawatts). Par ailleurs, la production d'eau potable s'est accrue de 2,6%, sur la période.

Raffermissement du raffinage du pétrole, en variation trimestrielle Au troisième trimestre 2018, l'activité de raffinage s'est respectivement raffermie de 7% et 0,6% en variation trimestrielle et en glissement annuel, en phase avec l'augmentation des importations d'huiles

brutes de pétrole (+13,4% en variation trimestrielle et +40,6% en glissement annuel).

Cependant, sur les neuf premiers mois de l'année 2018, un repli de 13,8% du raffinage de pétrole est enregistré, comparativement à la même période un an auparavant. Cette situation est, en partie, liée aux difficultés d'approvisionnement en pétrole brut, dans un contexte marqué par la remontée des cours internationaux.

Bonne tenue des industries chimiques

Relativement au trimestre précédent, l'activité des industries chimiques a enregistré une croissance de +17,2% au troisième trimestre 2018, façonnée par l'acide

phosphorique (+15,5%), les produits pharmaceutiques (+39,2%) et les «savons, détergents et produits d'entretien» (+14,2%), en dépit des maigres résultats de la production d'engrais (-15,9%). Concernant l'acide phosphorique, la production s'est établie 149 302 tonnes pour un budget de 134 400 tonnes, soit un taux de réalisation de 111%. Le dynamisme de ce produit résulte d'une nette amélioration des performances de marché, dans un contexte marqué par l'appréciation du dollar par rapport à l'euro (+2,4%) et par une forte demande en provenance de l'Inde (principale destination). Pour sa part, l'augmentation de la fabrication de produits pharmaceutiques reflète une forte demande saisonnière, en partie expliquée par la recrudescence des maladies hivernales telles que la grippe, la gastroentérite et le rhume. En revanche, la contraction de la demande et l'absence de programme de production en septembre 2018 ont entraîné la baisse trimestrielle de la production d'engrais.

Sur une base annuelle, l'activité de fabrication de produits chimiques a progressé de 12,4% au troisième trimestre 2018, portée par la bonne tenue des productions d'acide phosphorique (+19,9%) et de produits pharmaceutiques (+22,7%).

Le cumul sur les trois premiers trimestres de 2018 fait également ressortir un renforcement de 8,5% de la production chimique, comparativement à la même période en 2017, porté par l'acide phosphorique (+18,6%), à la faveur d'une bonne orientation des commandes et de la disponibilité des équipements de production.

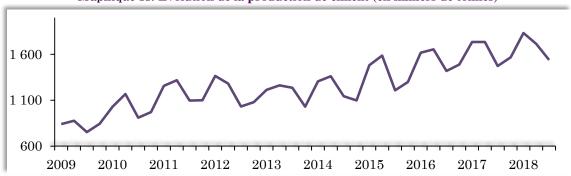
Contraction, en rythme trimestriel, de l'activité des cimenteries

Au troisième trimestre de l'année 2018, l'activité des cimenteries s'est contractée de 10,2%, en variation trimestrielle, en rapport avec la baisse des demandes locales (-10,7%) et étrangères (-10,2%). Cette évolution est saisonnière,

essentiellement liée à l'hivernage, période durant laquelle les travaux de construction internes sont au ralenti et l'accès aux marchés d'exportation est difficile.

Sur une base annuelle, l'activité des cimenteries a enregistré une hausse de 4,5% durant le troisième trimestre 2018, portée par les ventes locales (+10,5%). Cette amélioration a été, toutefois, atténuée par les exportations (-16,6%), notamment vers les autres pays de l'UEMOA (-13,1%). En particulier, les ventes sénégalaises de ciment au Mali se sont contractées de 13,9% sur la période.

En somme, le cumul sur les trois premiers trimestres de 2018 fait ressortir une progression de 4,4% de l'activité des cimenteries, comparativement à la même période de 2017. Ce résultat est principalement expliqué par la bonne tenue de la demande locale (+26,2%), à la faveur des grands travaux de l'Etat et de la demande intérieure privée. La bonne orientation de cette dernière est, en partie, consécutive à la baisse des prix (-1% en moyenne sur les neuf premiers mois de 2018, comparativement à la même période de 2017). S'agissant des exportations de ciment, une contraction de 27% est observée sur la période, du fait essentiellement de la contraction des ventes au Mali (-15,1%), fortement concurrencées par le ciment en provenance du Maroc, de la Côte d'Ivoire et de l'Inde, plus compétitif en termes de prix.



Graphique 11: Evolution de la production de ciment (en milliers de tonnes)

Baisse de l'activité des industries meunières au troisième trimestre de 2018 En rythme trimestriel, la branche des industries meunières s'est repliée de 13,4%, au troisième trimestre 2018. Cette situation est essentiellement imputable à la baisse de la demande de farine de blé durant la période hivernale, à la réduction du prix du sac de farine (de 16 000 FCFA à 14 000 FCFA) et au recul

de la production d'aliment de volaille. Pour sa part, la fabrication d'aliment de bétail a progressé de 51,9% sur la période, en liaison avec la célébration de la fête religieuse musulmane de l'Aid El Kabir (Tabaski).

En glissement annuel, des replis respectifs de 5,9% et 7,9% de l'activité meunière sont enregistrés au troisième trimestre et en cumul sur les trois premiers trimestres de 2018. Sur cette dernière période, les contreperformances de la branche sont imputables aux productions de farine de blé (-11%) et d'aliment de volaille (-15,6%). Elles ont été, toutefois, atténuées par la fabrication d'aliment de bétail (+20,4%). Au total, les industries meunières continuent de souffrir de la faiblesse des prix intérieurs, de la concurrence des importations de farine et pâtes alimentaires en provenance principalement de la Turquie et de l'Egypte et des difficultés de recouvrement des créances dans un contexte marqué par la recrudescence des chèques impayés. Par ailleurs, l'installation de plusieurs minoteries dans les pays de la sous-région et les difficultés d'accès à certains marchés (particulièrement en Guinée) ont considérablement freiné les possibilités de ventes à l'étranger.

Repli de l'activité de fabrication de tabac et de produits à base de tabac en rythme timestriel Au troisième trimestre 2018, l'activité de « fabrication de tabac et de produits à base de tabac » a enregistré une baisse de 0,3% par rapport au trimestre précédent. Cette

contreperformance est notamment expliquée par l'application, en juillet 2018, de la directive de la CEDEAO portant harmonisation des droits d'accises sur le tabac. Cette consigne a, en effet, augmenté la taxe sur le produit et, par ricochet, le prix de vente.

Par ailleurs, sur une base annuelle, l'activité de «fabrication de tabac et de produits à base de tabac» s'est respectivement contractée de 10,5% et 10,0% au troisième trimestre et en cumul sur les neuf premiers mois de 2018, particulièrement fragilisée par la surabondance de produits d'origine frauduleuse sur le marché, suite à l'application de lois anti-tabac.

Forte progression de l'activité de fabrication de cuir en rythme timestriel

La « fabrication de cuir et d'articles en cuir » a fortement repris au troisième trimestre 2018 (+307,7%), après les difficultés d'approvisionnement en matières premières notées au trimestre précédent.

En glissement annuel, une meilleure gestion des fluctuations de change, combinée à un marché mondial plus favorable ont entraîné un regain d'activité de « fabrication de cuir et d'articles en cuir » au troisième trimestre 2018 (+30,8%) et en cumul sur les neuf premiers mois de l'année (+29,6%).

II.1.3. SECTEUR TERTIAIRE

La dynamique du secteur tertiaire révèle une consolidation de 3,9% entre le deuxième et le troisième trimestre 2018, principalement portée par le commerce (+7,0%), les «transports et télécommunications» (+2,6%) et les activités immobilières (+6,2%).

En variation glissante sur un an, des croissances respectives du tertiaire de 6,9% et 7,0% sont enregistrées au troisième trimestre et en cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2018, également tirées par le commerce (+7,5% au troisième trimestre et +7,3% sur les neuf premiers mois de 2018), les «transports et télécommunications» (+5,6% au troisième trimestre et +6,1% sur les neuf premiers mois de 2018) et les activités immobilières (+6,7% au troisième trimestre et +9,8% sur les neuf premiers mois de 2018). Les services financiers et ceux d'«hébergement et restauration» se sont également bien comportés sur la période.



Graphique 12: Evolution de l'indice des activités du secteur tertiaire

Tableau 5: Evolution de l'indice du secteur tertiaire (base 100 = 2006)

	D 1	2017	2018		Variation (%)		
SECTEUR TERTIAIRE	Pond (2017)	Trim 3 (1)	Trim 2 (2)	Trim 3 (3)	Trim (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	Cumul
TERTIAIRE	53,6	165,0	169,8	176,4	3,9	6,9	7,0
Commerce		191,4	192,3	205,8	7,0	7,5	7,3
Transports et Télécommunications		179,5	184,7	189,5	2,6	5,6	6,1
Transports		140,1	153,8	157,1	2,2	12,2	12,6
Postes et Télécommunications		193,9	196,0	201,3	2,7	3,9	4,4
Activités de santé et action sociale		143,2	157,3	165,5	5,2	15,6	0,2
Services d'hébergement et restauration		94,2	101,8	102,5	0,7	8,8	6,5
Services financiers		147,3	150,7	151,1	0,3	2,6	5,7
Activités immobilières		58,7	58,9	62,6	6,2	6,7	9,8
Autres services		172,4	186,4	187,0	0,4	8,5	8,9

Source : DPEE

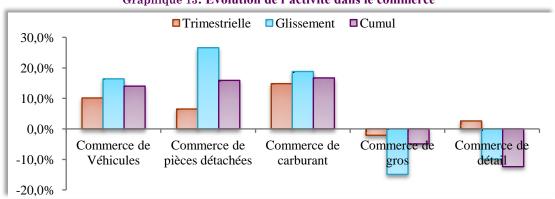
II.1.3.1: Le sous-secteur du commerce

Bonne orientation de l'activité commerciale

La consolidation du sous-secteur commercial, en variation trimestrielle, est essentiellement imputable aux ventes de carburant (+14,8%), de pièces détachées (+6,5%) et de

véhicules (+10,6%), à la faveur d'une bonne orientation de la demande. Celle-ci est soustendue par le raffermissement de la demande, consécutif, d'une part, au renforcement du parc automobile et, d'autre part, aux travaux de maintenance du matériel agricole et industriel.

Sur une base annuelle, les croissances respectives de l'activité commerciale au troisième trimestre et en cumul sur les neuf premiers mois de 2018 sont, également, particulièrement soutenues par les ventes de carburant (+18,1% au troisième trimestre et +16,7% sur les neuf premiers mois de 2018) et de véhicules (+16,4% au troisième trimestre et +14,0% en cumul sur les neuf premiers mois de 2018), en phase avec l'accroissement de la demande. Le commerce de pièces détachées s'est également bien comporté sur les trois premiers trimestres de 2018 (+15,9%).



Graphique 13: Evolution de l'activité dans le commerce

II.1.3.2: Le sous-secteur des services

Bonne tenue des « Transports et télécommunications »

Relativement au trimestre précédent, la bonne tenue de la branche des «transports et télécommunications», au troisième trimestre 2018, traduit les performances

conjuguées des «postes et télécommunications» (+2,7%) et du transport (+2,2%). En particulier, les télécommunications ont bénéficié d'une forte demande du marché intérieur liée au déploiement progressif du réseau 4G vers le Sud et l'Est du pays. Pour leur part, les transports ont, en dépit des difficultés de leur composante ferroviaire, tiré profit de la dynamique des activités au niveau du «port et des auxiliaires de transports» (+1,9%) et des «transports aériens» (+2,6%).

Sur un an, les bons résultats de la branche des «transports et télécommunications» au troisième trimestre et en cumul sur les neuf premiers de 2018 reflètent, également, les bonnes tenues simultanées des transports (+12,2% au troisième trimestre et +12,6% sur les neuf premiers mois de 2018) et des «postes et télécommunications» (+3,9% au troisième trimestre et +4,4% sur les neuf premiers mois de 2018)

La téléphonie mobile, leader du marché des télécommunications A fin septembre 2018, la téléphonie mobile est restée leader du marché des télécommunications avec un parc global de 16 270 434 lignes, en progression trimestrielle de 0,8%. Sur une base annuelle, le parc mobile s'est

conforté de 4,6% à la fin du troisième trimestre 2018. Dans ce contexte, le volume cumulé des communications mobiles émises est ressorti à 6,19 milliards de minutes à la fin du troisième trimestre 2018 contre 5,95 milliards de minutes un trimestre plus tôt, soit une progression de 4,2%. Relativement à fin septembre 2017, le volume cumulé des communications du segment mobile est en progression de 9,2%. S'agissant du trafic de messages texte (SMS), 648,3 millions d'unités ont été envoyées au troisième trimestre de 2018, en repli de 0,2% par rapport au trimestre précédent. Comparativement au même trimestre de 2017, une consolidation de 12,1% du nombre de messages texte émis est enregistrée. Au total, le taux de pénétration de la téléphonie mobile s'est situé à 106,6% à fin septembre 2018, en progression de 0,8 point sur un trimestre.

Concernant la téléphonie fixe, le parc global de lignes a légèrement augmenté (+0,12%), en variation trimestrielle, pour s'établir à 292 819 lignes à fin septembre 2018, en liaison avec les lignes résidentielles (+0,3%) et les lignes professionnelles (+0,1%). Sur une base annuelle, le parc de lignes fixes a augmenté de 1,7% à la fin du troisième trimestre 2018. Quant au taux de pénétration de la téléphonie fixe, il s'est établi à 1,92% à fin septembre 2018.

Pour sa part, le parc global du marché de l'internet est chiffré à 8 868 137 lignes à fin septembre 2018, se renforçant de 1,2% en rythme trimestriel. En glissement annuel, un repli de 5,2% du parc de l'internet est, toutefois, enregistrée. Le taux de pénétration sur le marché de l'internet est ressorti à 58,1% à fin septembre 2018.

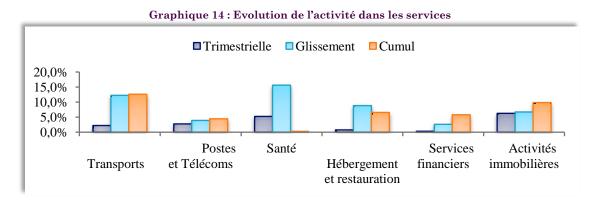
Renforcement des services d'hébergement et restauration, en variation trimestrielle Malgré la basse saison touristique, l'activité des services d'hébergement et de restauration a légèrement progressé (+0,7%), entre les deuxième et troisième trimestres 2018. Par ailleurs, en

glissement annuel, les bons résultats de la branche enregistrés aussi bien au troisième trimestre 2018 (+8,8%) qu'en cumul sur les neuf premiers mois de l'année (+6,5%) confirment l'amorce de relance des services de l'activité observée sur la période récente, à la faveur, notamment, d'une bonne dynamique du tourisme d'affaires.

Services financiers :léger raffermissement, en rythme trimestriel

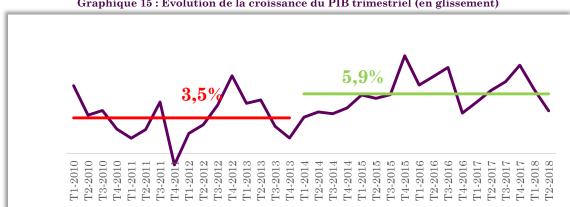
En variation trimestrielle, une légère progression (+0,3%) des services financiers est notée au troisième trimestre 2018 contre, en glissement annuel, des

raffermissements respectifs de 2,6% et 5,7%, au troisième trimestre et sur les neuf premiers mois de 2018. Au total, le ralentissement de la branche observé depuis le début de l'année est, en partie, lié à l'avènement d'un nouveau Plan Comptable Bancaire (PCB). Par ailleurs, le processus de renforcement du capital des banques, à la faveur des nouvelles conventions de Bâle, a entraîné une décélération des efforts de financement bancaire du secteur privé productif.



II.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE RECENTE : UNE ANALYSE PAR LA **DEMANDE**⁶

L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité économique sur la période récente fait ressortir une accélération de la croissance depuis 2014, à la faveur de la mise en œuvre d'un nouveau plan de développement économique et social, le Plan Sénégal Emergent (PSE). En effet, la croissance trimestrielle du PIB, mesurée sur une base annuelle, s'est établie à 5,9% en moyenne sur la période 2014-2018, contre 3,5% sur la période 2010-2013.



Graphique 15 : Evolution de la croissance du PIB trimestriel (en glissement)

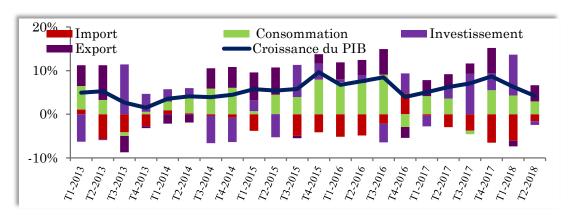
La décomposition de la croissance du PIB trimestriel par la demande montre une prépondérance de la contribution de la consommation. Cette dernière s'est située, en moyenne, à 4,1% sur la période 2014-2018 contre 2,0% entre 2010 et 2013, notamment favorisée par l'accroissement des revenus des ménages, consécutif aux politiques de diminution des taxes sur le revenu et le capital ainsi qu'à l'octroi de bourses familiales aux populations démunies, dans un contexte marqué par une faible évolution des prix des denrées alimentaires de première nécessité.

Pour ce qui est de l'investissement, la contribution à la croissance est ressortie à 1,1% entre 2014 et 2018 contre 0,8% sur la période 2010-2013. Sur la période 2014-2018, l'apport de l'investissement à la croissance est largement attribuable aux grands projets publics et privés. Ces derniers sont sous-tendus par les importantes politiques de réalisation d'infrastructures, d'aménagement du territoire, de modernisation de l'agriculture, de production d'énergie et de relance de l'activité industrielle, notamment chimique, avec la restructuration des ICS.

S'agissant du commerce extérieur, la contribution des exportations de biens et services à la croissance du PIB est estimée à 2,5% en moyenne entre 2014 et 2018, contre 1,9% sur la période 2010-2013. Le regain d'exportations de biens sur la période sous revue est attribuable

⁶ Le calcul des composantes du PIB, par la demande, a été effectué par étalonnage – calage des comptes nationaux sur la base d'indicateurs conjoncturels pertinents. La technique des acquis, appliquée au PIB en volume et ses composantes par la demande a, également, permis de réaliser des prévisions de la croissance à très court terme qui feront l'objet de publication à partir de l'année 2019.

aux produits alimentaires (+61,3%), au ciment hydraulique (+39,1%) et aux engrais minéraux et chimiques (+143,0%). Les ventes à l'étranger de zircon et d'or brut non monétaire ont, également, considérablement soutenu le volume des exportations sur les cinq dernières années. En revanche, les importations ont davantage pesé sur la croissance du PIB, leur contribution passant de -1,2%, en moyenne trimestrielle, entre 2010 et 2013 à -2,5% sur la période 2014-2018. Cette évolution est, notamment, liée aux importants achats de biens d'équipements dans le cadre des projets d'investissement du PSE.



Graphique 16 : Evolution des contributions à la croissance en glissement

Source: DPEE

II.3. EMPLOI ET OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

II.3.1. Emploi salarié dans le secteur moderne

Au troisième trimestre 2018, l'emploi salarié du secteur moderne a légèrement fléchi de 1,4%, en rythme trimestriel. Cette situation est liée à la baisse des effectifs dans le secondaire (-3,4%), partiellement, contrebalancée par les créations nettes d'emplois du tertiaire (+1,1%). Sur une base annuelle, l'emploi salarié s'est accru de 8,6% à fin septembre 2018, principalement, tiré par le secondaire (+12,9%).

Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne

EMPLOI	POND	2017	2	018	Variati	ion (%)
EMPLOI	POND	T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)
SECONDAIRE	475,6	144,8	169,1	163,4	-3,4	12,9
TERTIAIRE	524,4	120,9	124,3	125,6	1,1	4,0
INDICE D'ENSEMBLE	1000	132,3	145,6	143,6	-1,4	8,6

Source: DPEE

✓ L'emploi dans le secteur secondaire

En rythme trimestriel, le nombre de salariés dans le secteur secondaire a baissé de 3,4%, au troisième trimestre 2018. Cette contreperformance relève principalement des pertes nettes d'emplois dans l'« égrenage de coton et fabrication de textiles » (-27,0%), les industries chimiques (-2,4%), les « travaux de préparation de sites et construction de BTP » (-3,5%), la « fabrication de produits en caoutchouc ou plastiques » (-4,7%) et les industries alimentaires (-0,9%). En revanche, un renforcement des effectifs salariés est, notamment, enregistré dans les activités extractives (+7,8%).

Sur un an, le nombre de salariés du secteur secondaire s'est, par contre, fortement consolidé (+12,9%) à fin septembre 2018, particulièrement porté par le sous-secteur industriel (+13,5%), surtout les industries chimiques (+18,7), alimentaires (+6,7%), d'« égrenage de coton et fabrication de textiles » (+19,1%) et de production énergétique (+9,0%). En outre, des créations nettes d'emplois sont, également, observées dans les BTP (+9,7%), précisément au niveau des « travaux de préparation de sites et construction de BTP » (+11,0%).

Tableau 7: Indice de l'emploi salarié dans le secondaire (base 100 = 2010)

EMPLOI	POND	2017	20)18	Variat	tion (%)
		T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)
SECONDAIRE		144,8	169,1	163,4	-3,4	12,9
INDUSTRIE	354,2	161,4	189,7	183,2	-3,4	13,5
ACTIVITES EXTRACTIVES	8,1	181,2	169,5	182,7	7,8	0,8
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	124,2	98,1	105,6	104,6	-0,9	6,7
EGRENNAGE DE COTON ET FABRICATION DE TEXTILES	15,6	114,9	187,5	136,9	-27,0	19,1
FABRICATION DE CUIR	2,1	94,3	95,8	95,0	-0,9	0,7
FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	7,9	96,0	116,7	108,1	-7,3	12,6
FABRICATION DU PAPIER, CARTON	10,3	22,4	22,4	20,5	-8,3	-8,4
EDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION	7,2	103,6	99,3	99,5	0,2	-3,9
INDUSTRIES CHIMIQUES	65,6	410,6	499,2	487,2	-2,4	18,7
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU PLASTIQUES	29,4	111,0	125,5	119,7	-4,7	7,8
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	20,4	144,4	152,0	153,2	0,8	6,1
FABRICATION DE PRODUITS METALLURGIQUES	16,9	80,0	82,6	78,0	-5,6	-2,6
FABRICATION DE MACHINES ET DE MATERIELS	3,3	256,1	261,9	247,6	-5,5	-3,3
CONSTRUCTION ET REPARATIONS NAVALES	5,2	131,4	124,7	129,4	3,8	-1,5
AUTRES ACTIVITES DE FABRICATION	10,2	48,6	167,5	128,1	-23,6	163,3
ENERGIE	28,1	117,6	127,3	128,2	0,7	9,0
BATIMENTS TP CONSTRUCTIONS	121,4	96,4	109,2	105,7	-3,2	9,7
TRAVAUX DE PREPARATION DE SITES ET CONSTRUCTION DE BTP	112,7	94,3	108,5	104,7	-3,5	11,0
TRAVAUX D'INSTALLATIONS ET DE FINITION	8,7	122,6	118,8	119,4	0,5	-2,6

Source: DPEE

✓ L'emploi dans le secteur tertiaire

Dans le secteur tertiaire, l'emploi salarié s'est redressé (+1,1%) au troisième trimestre 2018, en variation trimestrielle, en rapport avec la hausse des effectifs dans les services (+1,2%). En effet, des créations nettes d'emplois sont, particulièrement, enregistrées dans le «transport et les auxiliaires de transport » (+6,5%) et les « postes et télécommunications » (+2,0%). Par contre, les effectifs salariés des « hôtels-bars-restaurants » et ceux des services immobiliers ont respectivement reculé de 4,0% et 15,4%. Par ailleurs, les employés salariés dans le sous-secteur commercial se sont accrus de 0,8% sur la période.

En glissement annuel, le nombre de salariés du secteur tertiaire s'est raffermi de 4,0%, à fin septembre 2018, du fait, principalement, des emplois supplémentaires créés dans les services (+3,5%), notamment au niveau des « hôtels-bars-restaurants » (+12,9%) et des « postes et télécommunications » (+11,8%). L'emploi salarié s'est également bien comporté dans le sous-secteur commercial (+5,6%).

Tableau 8: Indice de l'emploi salarié dans le tertiaire (base 100 = 2010)

EMPLOI	POND	2017		2018	Variati	ion (%)
EWIFLOI	POND	T3(1)	T2 (2)	T3 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)
TERTIAIRE	524,4	120,9	124,3	125,6	1,1	4,0
SERVICES	412,4	118,0	120,6	122,1	1,2	3,5
HOTELS-BARS-RESTAURANTS	65,7	88,7	104,2	100,1	-4,0	12,9
TRANSPORT ET AUXILIAIRES DE TRANSPORT	82,3	158,0	135,0	143,7	6,5	-9,0
POSTES ET TELECOMMUNICATION	49,2	128,8	141,1	143,9	2,0	11,8
BANQUES ET ASSURANCES	46,6	129,0	133,1	133,1	0,0	3,1
SERVICES IMMOBILIERS	19,0	73,2	65,9	55,7	-15,4	-23,8
SANTE	9,6	127,4	135,0	135,8	0,5	6,6
EDUCATION	8,2	101,1	103,6	104,0	0,4	2,9
AUTRES SERVICES	131,9	106,5	115,7	117,2	1,2	10,0
COMMERCE	112,0	131,4	137,7	138,8	0,8	5,6
COMMERCE DE VEHICULES ET ACCESSOIRES	19,8	79,8	74,6	73,9	-0,9	-7,4
COMMERCE DE CARBURANT	10,3	115,6	116,8	118,5	1,4	2,5
AUTRES COMMERCES	81,9	145,9	155,6	157,1	1,0	7,7

Source: DPEE

II.3.2. Opinion des chefs d'entreprises

Le climat des affaires s'est amélioré au troisième trimestre 2018, en variation trimestrielle. En effet, l'indicateur qui le synthétise, calculé sur la base des soldes d'opinion des chefs d'entreprises, a gagné 0,8 point tout en restant en dessous de sa moyenne de long terme. Cette situation traduit une bonne orientation de l'opinion des industriels, des entrepreneurs de BTP et des prestataires de services. Toutefois, sur un an, une dégradation du climat des affaires est notée, au troisième trimestre 2018.

Tableau 9: Indicateur de climat des affaires*

Climat des affaires	Moyenne de long terme	T3-2017	T2-2018	T3-2018
INDICATEUR SYNTHETIQUE	100	100,3	98,6	99,4
INDUSTRIE	100	105,0	101,6	103,7
BTP	100	100,1	96,1	97,2
SERVICES	100	99,3	97,2	98,1
COMMERCE	100	96,8	99,7	97,9

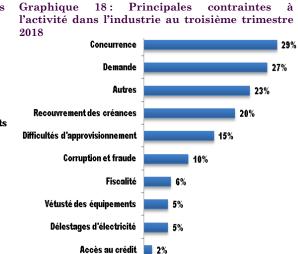
Source : DPEE

Dans l'industrie, la majorité des industriels interrogés ont indiqué la concurrence supposée déloyale (29%), l'insuffisance de la demande (27%), les difficultés de recouvrement des créances (20%) et les contraintes d'approvisionnement en matières premières (15%) comme les principales difficultés, durant le troisième trimestre 2018.

Néanmoins, le climat des affaires s'est amélioré (+2,1 points), dans le sous-secteur, en rythme trimestriel, porté par l'opinion favorable des industriels sur les commandes et les perspectives de commandes et d'emploi de main d'œuvre. Par contre, le solde d'opinion relatif à la production s'est mal orienté compte tenu du niveau significatif des stocks de produits finis. Cette situation a sapé le moral des chefs d'entreprises quant aux perspectives de production.

Graphique 17: Opinion des chefs d'entreprises dans l'industrie au troisième trimestre 2018

T2-2018 --- T3-2018



Production 120 Emploi de main 100 **Production** d'œuvre (perspectives) (perspectives) 60 40 Emploi de main Stock de produits d'œuvre finis Stock de produits Commandes (perspectives) finis(perspectives) Commandes

Concernant le sous-secteur des bâtiments et travaux publics, les entrepreneurs interrogés ont majoritairement désigné les difficultés de recouvrement des créances (96%), la

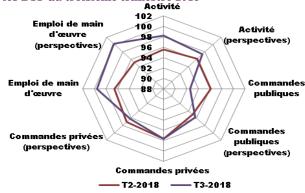
^{*}Normalisé de moyenne 100 et d'écart type 10

concurrence supposée déloyale (47%), l'accès difficile au crédit (32%) et la vétusté des équipements (28%) comme étant les principaux facteurs qui limitent l'essor de l'activité.

Toutefois, le climat conjoncturel s'est globalement amélioré dans le sous-secteur, entre le deuxième et le troisième trimestre 2018, sous l'effet de l'orientation positive, particulièrement prononcée, des soldes d'opinion relatifs à l'activité et à l'évolution des effectifs. En outre, l'optimisme des enquêtés sur les perspectives d'activité, de commandes publiques et d'emploi de main d'œuvre a contribué à la progression de l'indicateur de climat des affaires du sous-secteur.

Graphique 19 : Opinion des chefs d'entreprises dans les BTP au troisième trimestre 2018

Activité



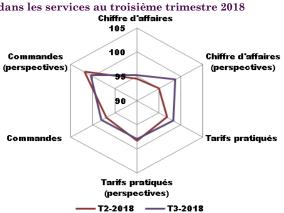
Graphique 20: Principales contraintes à l'activité dans les BTP au troisième trimestre 2018



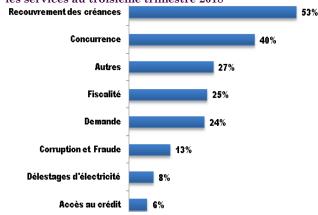
Au titre des services, les difficultés de recouvrement des créances (53%), la concurrence jugée déloyale (40%), la fiscalité (25%) et l'insuffisance de la demande (24%) sont majoritairement ressorties des réponses des enquêtés comme principales entraves à l'activité, au troisième trimestre 2018.

Néanmoins, le climat conjoncturel s'est amélioré dans le sous-secteur en rythme trimestriel, tout en restant en dessous de sa moyenne de long terme. En effet, les soldes d'opinion relatifs aux chiffres d'affaires, tarifs pratiqués et commandes se sont bien orientés.

Graphique 21: Opinion des chefs d'entreprises dans les services au troisième trimestre 2018

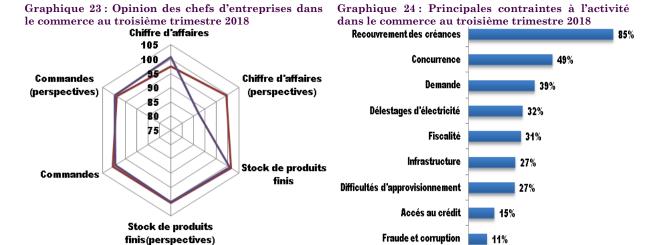


Graphique 22 : Principales contraintes à l'activité dans les services au troisième trimestre 2018



S'agissant du commerce, les difficultés de recouvrement des créances (85%), la concurrence jugée déloyale (49%), l'insuffisance de la demande (39%), les délestages d'électricité (32%) et la fiscalité (31%) sont principalement évoqués par les chefs d'entreprises enquêtés comme contraintes à l'activité, au troisième trimestre 2018.

Par ailleurs, le climat des affaires s'est dégradé en rythme trimestriel pour rester en dessous de sa moyenne de long terme, particulièrement plombé par l'orientation défavorable de l'opinion des chefs d'entreprises sur les perspectives de chiffre d'affaires.



Autres

T2-2018 --- T3-2018

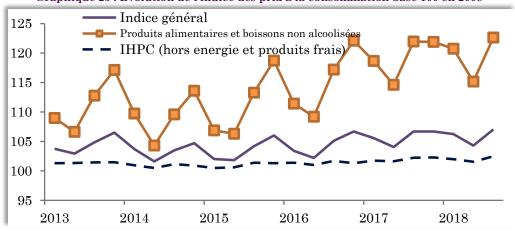
II.4. INFLATION ET COMPETITIVITE

II.4.1 Inflation

Au troisième trimestre 2018, les prix à la consommation ont augmenté de 2,6%, en variation trimestrielle, en liaison avec les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+6,5%). Comparativement à la même période de 2017, le niveau général des prix a progressé de 0,3%, soutenu par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,6%), la fonction «logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+0,7%) et les «biens et services divers» (+0,4%). L'inflation moyenne des neuf premiers mois de 2018 est, quant à elle, ressortie à 0,4%, sur une base annuelle.

Pour sa part, l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits frais) du troisième trimestre 2018 s'est située à 0,9% et 0,3%, respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Sur les trois premiers trimestres de 2018, elle s'est établie à 0,1%, en moyenne.

En termes d'origine, les prix des produits locaux ont connu au troisième trimestre 2018 des hausses de 3,6%, en rythme trimestriel, et 0,7% en glissement annuel. Pour ce qui est des prix des produits importés, une augmentation de 0,1% est observée au troisième trimestre de 2018, en variation trimestrielle contre un repli de 0,9% sur un an.



Graphique 25: Evolution de l'indice des prix à la consommation base 100 en 2008

Tableau 10: Evolution des prix selon l'origine des produits

	Pond.	2017	2018		Variation (%)					
		T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Inflation			
Produits Importés	7061	97,7	96,7	96,8	0,1	-0,9	-0,9			
Produit locaux	2939	110,7	107,7	111,5	3,6	0,7	1,0			
Indice global	10000	106,7	104,3	107,0	2,6	0,3	0,4			

 $Source: \overline{ANSD}$

Hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées

En rythme trimestriel, les prix des «produits alimentaires et boissons non alcoolisées» ont augmenté de 6,5%, au troisième trimestre 2018. Cette situation est principalement expliquée par le renchérissement du

poisson frais (+26,2%), des légumes frais en fruits ou racines (+14,6%) et de la viande de

bœuf (+7,2%). En comparaison à la même période de 2017, les prix des «produits alimentaires et boissons non alcoolisées » ont progressé de 0,6% au troisième trimestre 2018, en liaison avec le poisson frais (+8,2%). Sur les neuf premiers mois de 2018, ils ont augmenté de 0,9%, également tirés par le poisson frais (+9,5%).

Les prix dans l'« hôtellerie et la restauration » restent stables au troisième trimestre Au troisième trimestre 2018, les prix des services d'hôtellerie et de restauration sont restés stables (+0,0%), en variation trimestrielle. En glissement annuel, ils sont restés constants au troisième

trimestre 2018 et ont progressé de 1,3% en moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année.

Le logement et l'énergie deviennent plus chers au troisième trimestre Durant le troisième trimestre 2018, les prix de la fonction «logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» se sont confortés de 0,3% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec l'«entretien et la

réparation des logements» (+2,7%). Sur une base annuelle, ils ont respectivement augmenté de 0,7% et 0,3% au troisième trimestre et en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, également portés par l'«entretien et la réparation des logements».

Tableau 11: Evolution de l'indice des prix à la consommation (base 100 = 2008)

	Pond.	2017	2018		Variation (%)		
	Pona.	T3 (1)	T2 (2)	T3 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Inflation
INDICE GENERAL		106,7	104,3	107,0	2,6%	0,3%	0,4%
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées		122,0	115,2	122,6	6,5%	0,6%	0,9%
Céréales non transformés		91,4	89,8	90,5	0,7%	-1,1%	-1,1%
Bœuf		147,7	136,6	146,4	7,2%	-0,9%	-1,3%
Poissons frais		234,5	201,1	253,8	26,2%	8,2%	9,5%
Lait		102,6	102,6	103,2	0,6%	0,5%	0,1%
Huiles		111,7	112,1	111,7	-0,3%	0,1%	0,5%
Légumes frais en fruits ou racine		121,4	97,4	111,6	14,6%	-8,1%	-0,3%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles		94,3	94,6	94,9	0,3%	0,7%	0,3%
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer		101,9	101,7	101,8	0,1%	-0,1%	0,0%
Santé	379	109,8	109,8	109,7	-0,1%	-0,1%	0,4%
Transports		102,2	102,6	102,4	-0,1%	0,2%	0,3%
Enseignement		113,5	114,2	114,2	0,0%	0,6%	0,6%
Restaurants et Hôtels		114,5	114,4	114,4	0,0%	0,0%	1,3%
Biens et services divers		96,1	96,5	96,5	0,0%	0,4%	0,1%

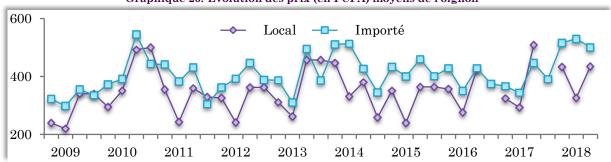
Source : ANSD

II.4.2 Tendances des marchés

Hausse du prix de l'oignon local en variation trimestrielle Au troisième trimestre 2018, le prix moyen de l'oignon local a augmenté de 33,3% tandis que celui de la variété importée s'est replié de 5,6%, en variation trimestrielle. Le renchérissement de l'oignon

local résulte essentiellement de la baisse du niveau de stocks dans la principale source d'approvisionnement du pays (Potou), de la mauvaise qualité du produit sur la période et d'une forte demande enregistrée à l'occasion de la célébration de la fête religieuse d'Aid El Kabir (Tabaski). Ainsi, le gel des importations d'oignons a été levé du 10 septembre 2018 jusqu'au 31 décembre de l'année.

Sur une base annuelle, une baisse de 14,5% du prix de l'oignon local est enregistrée au troisième trimestre 2018 contre un renchérissement de 11,9% de l'oignon importé. Les prix moyens respectifs des variétés locale et importée d'oignon se sont, pour leurs parts, raffermis de 6,1% et 33,6% sur les neuf premiers mois de l'année, en rapport avec les faibles niveaux de stocks enregistrés à fin septembre 2018 (111 tonnes pour l'oignon local contre 405 tonnes pour l'oignon importé).

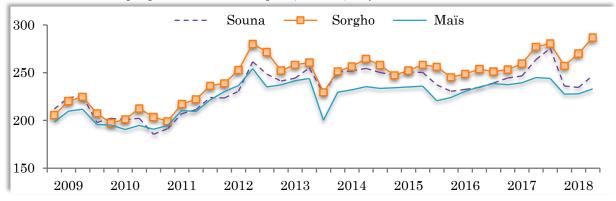


Graphique 26: Evolution des prix (en FCFA) moyens de l'oignon

Source:ARM

Renchérissement des céréales locales en rythme trimestriel Les kilogrammes de souna, sorgho et maïs se sont respectivement renchéris de 5,3%, 6,2% et 2,2%, entre le deuxième et le troisième trimestre 2018. En glissement annuel, les prix moyens des kilogrammes de souna (-6,4%)

et maïs (-4,9%) ont respectivement reculé alors que celui du sorgho s'est affermi (+3,5%), au troisième trimestre 2018. Les mêmes orientations sont observées en moyenne sur les trois premiers trimestres de 2018, matérialisées par des replis respectifs de 4,9% et 4,6% des prix de souna et du maïs et un renchérissement de 3,1% du sorgho.



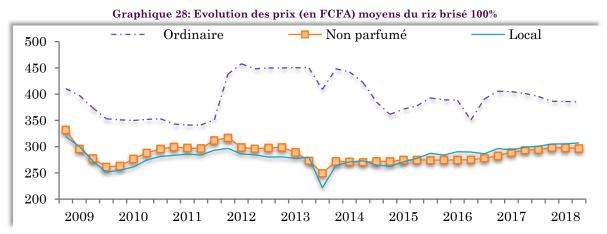
Graphique 27: Evolution des prix (en FCFA) moyens des céréales locales

Source: ARM

Repli des prix des brisures parfumées ordinaires et non parfumées, en variation trimestrielle S'agissant du riz brisé 100%, les prix moyens du parfumé ordinaire et du non parfumé ont respectivement diminué au même taux de 0,3% alors que celui de la variété locale s'est consolidé (+0,5%), entre le deuxième et troisième trimestre

2018.

Par contre, sur un an, les variétés de riz non parfumé et local se sont respectivement renchéries de 1,2% et 2,8% tandis que le parfumé ordinaire a coûté moins cher (-4%), au troisième trimestre 2018. Des évolutions similaires sont notées, en moyenne sur les neuf premiers mois de 2018, avec des progressions respectives au même rythme de 3,2% des prix des brisures non parfumée et locale et un repli de 4,4% du prix du riz parfumé ordinaire. Par ailleurs, à fin septembre 2018, d'importants niveaux de stocks de riz ont été enregistrés (187 122 tonnes de riz toute variété confondue, dont 1 009 tonnes de riz local).



Source : ARM

II.4.3 Compétitivité-Prix

Au troisième trimestre 2018, la compétitivité-prix de l'économie sénégalaise s'est dégradée de 1,7% en variation trimestrielle, sous les effets conjugués de l'appréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux (+0,6%) et d'un différentiel d'inflation défavorable (+1,1%). Vis-à-vis des pays membres de la zone UEMOA et de ceux de la zone euro, les pertes de compétitivité sont respectivement évaluées à 2,0% et 1,5%, traduisant un effet défavorable du différentiel d'inflation de l'économie par rapport aux partenaires.

En glissement annuel, il ressort des gains de compétitivité de l'économie nationale évalués à 2,2%, au troisième trimestre 2018, attribuable à l'effet favorable du différentiel d'inflation (-4,5%), toutefois, atténué par l'appréciation de la monnaie locale par rapport à celles des partenaires commerciaux (+2,3%). En particulier, par rapport aux pays membres de l'UEMOA et de la zone euro, la compétitivité de l'économie sénégalaise s'est respectivement améliorée de 0,2% et 4,8%, en raison des différentiels d'inflation favorables.

Sur les neuf premiers mois de 2018, il est ressorti des pertes de compétitivité estimées à 2,5%, du fait de l'appréciation du franc CFA (+5,7%), malgré un différentiel d'inflation favorable (-3,2%).

Tableau 12: Evolution des taux de change

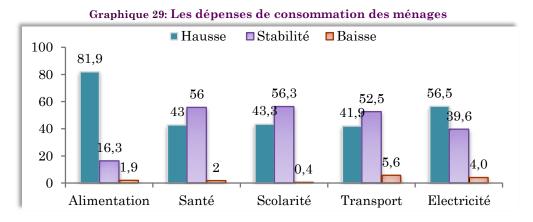
	T3 2017	T2 2018	T3 2018	Variation (%))
	(1)	(2)	(3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Cumul 9 mois
TCER						
Global	97,4	93,6	95,2	1,7	-2,2	2,5
Pays UEMOA	94,7	92,6	94,5	2,0	-0,2	-0,3
Pays africains hors UEMOA	102,5	98,6	96,9	-1,7	-5,5	8,5
Zone euro	102,6	96,3	97,7	1,5	-4,8	-2,1
Pays industrialisés hors euro	89,4	88,2	91,5	3,7	2,3	7,0
TCEN						
Global	117,6	119,5	120,2	0,6	2,3	5,7
Pays africains hors UEMOA	208,2	215,9	211,6	-2,0	1,6	14,8
Pays industrialisés hors euro	116,8	120,8	124,3	2,9	6,4	4,4
Prix intérieurs	122,2	119,3	122,5	2,6	0,3	0,4
Prix extérieurs						
Global	147,6	152,4	154,7	1,5	4,8	3,6
Pays UEMOA	129,1	128,8	129,7	0,7	0,5	0,7
Pays africains hors UEMOA	248,2	261,3	267,4	2,4	7,7	8,6
Zone euro	119,1	124	125,3	1,1	5,3	2,6
Pays industrialisés hors euro	159,7	163,3	166,4	1,9	4,2	3,3

Source: DPEE

II.5. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE PAR LES MENAGES

II.5.1. Conjoncture économique

Au titre du troisième trimestre 2018, les résultats de l'Enquête de Perception de la Conjoncture par les Ménages (EPCM) ont fait ressortir une hausse des dépenses alimentaires pour la plupart des ménages interrogés (81,9%). Concernant les dépenses d'électricité, 56,5% des familles ont noté une augmentation entre leurs deux dernières factures. Les dépenses de santé, de scolarité et de transport sont, quant à elles, restées stables pour respectivement 56,3%, 52,5% et 56,5% des enquêtés.



II.5.2. Conjoncture sociale

Au troisième trimestre de 2018, l'enquête de conjoncture sociale a révélé les résultats suivants :

- La plupart des ménages de Dakar ont accès à l'eau potable (96,4%) et à l'électricité (97,1%). L'assainissement est resté peu accessible (26,9% des ménages), surtout en banlieue.
- Le taux moyen de scolarisation des enfants de plus de six ans s'est établi à 90,3% à Dakar (92,1% dans les familles moyennes contre 87,9% dans les grandes familles). Pour sa part, la proportion de ménages ayant des enfants de moins de 18 ans qui travaillent s'est située à 0,6% (0,8% pour les grandes familles contre 0,0% dans les familles moyennes). Par ailleurs, 0,7% des grandes familles ont des enfants confiés à des tiers contre 0,2% pour les familles moyennes.
- La majeure partie des familles enquêtées (84,1%) ont assuré trois repas par jour au troisième trimestre contre 85,7% au trimestre précédent. En outre, 12,6% des ménages ont pris deux repas par jour, sur la période.
- Les délestages et l'inflation ont constitué les principaux chocs subis par les ménages au troisième trimestre 2018. En effet, 30,1% d'entre eux ont principalement déploré une hausse du niveau des prix contre 11,8% des enquêtés qui sont particulièrement affectés par les coupures dans l'approvisionnement en électricité. Par ailleurs, les

pertes d'emploi et l'incapacité du principal soutien sont respectivement évoquées par 0,4% et 1,1% des enquêtés.

II.5.3. Confiance des ménages

Au troisième trimestre 2018, la confiance des ménages s'est améliorée, par rapport au trimestre précédent. En effet, l'indicateur qui la synthétise a gagné 5,0 points pour s'établir au-dessus de sa moyenne de long terme. En somme, les opinions des ménages sur leur situation financière personnelle ont été relativement stables alors que celles sur la situation économique du pays ont différemment évolué entre le deuxième et le troisième trimestre de l'année.

Au titre de leurs situations financières, les ménages ont été relativement constants, entre les deuxième et troisième trimestre 2018. En effet, leurs soldes d'opinion correspondants aux capacités d'épargne présente et future ainsi qu'à l'opportunité de faire des achats importants ont faiblement évolué, au-dessus de leurs moyennes respectives de long terme.

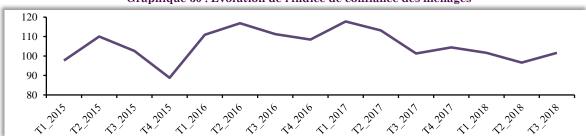
Relativement à la situation économique d'ensemble du pays, les soldes d'opinion des ménages ont, pour leurs parts, différemment évolué. Celui correspondant au niveau de vie passé a progressé (+8,1 points) sur la période alors que le solde d'opinion relatif au niveau de vie futur s'est replié (-0,4 point). Par ailleurs, l'opinion des ménages sur une éventuelle hausse du chômage est en hausse (+8,5 points), au troisième trimestre de 2018, le solde correspondant restant au-dessus de sa moyenne de long terme.

Tableau 13: Indicateur synthétique et soldes d'opinion

	Moyenne	-01.			2018			
	(long terme)	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3
Indicateur synthétique	100	117,8	113,2	101,3	104,4	101,8	96,6	101,7
Situation financière personnelle								
Capacité d'épargne actuelle	-1,4	9,2	6,9	-3,5	-2,9	-3,3	7,1	6,7
Capacité d'épargne future	-48,9	-43,8	-43,3	-53,8	-52,5	-51,3	-35,0	-35,0
Opportunité de faire des achats	-63,4	-56,7	-55,8	-62,3	-59,8	-62,3	-47,9	-47,8
Situation économique au Sénégal								
Niveau de vie passé	10,6	29,2	25,0	21,7	22,3	17,7	-15,0	-6,9
Niveau de vie futur	20,4	38,3	36,0	28,3	29,0	26,3	-6,7	-7,1
Chômage	-5,5	-14,8	-14,6	-11,0	-11,3	-10,0	-1,9	6,7

Source: DPEE

Graphique 30 : Evolution de l'indice de confiance des ménages



II.6. COMMERCE EXTERIEUR

Au troisième trimestre de 2018, le déficit commercial du Sénégal⁷ s'est établi à 458,3 milliards contre 407,9 milliards au trimestre précédent, soit une dégradation de 50,3 milliards. Cette situation résulte d'une baisse des exportations de biens (-36,4 milliards) et d'une hausse des importations (+15,8 milliards), en variation trimestrielle. Par conséquent, le taux de couverture des importations par les exportations s'est replié de 5,1 points de pourcentage pour se situer à 46,4%.

II.6.1. Exportations des principaux produits

Baisse des exportations, en variation trimestrielle

Durant le troisième trimestre de 2018, les exportations de biens sont estimées à 396,3 milliards contre 432,7 milliards au trimestre précédent, soit un

repli de 8,4% (-36,4 milliards). Cette situation est principalement imputable à l'or non monétaire (-68,1 milliards) et au ciment (-0,3 milliard), en rapport avec les replis respectifs des quantités expédiées de 69,4% et 1,9%. Par contre, un renforcement des ventes à l'extérieur d'acide phosphorique (+14,8 milliards), de produits alimentaires (+10,8 milliards), d'engrais chimiques et minéraux (+8,4 milliards), de produits pétroliers (+6,2 milliards) et de titane (+2,4 milliards) est noté. La hausse des exportations de produits pétroliers traduit des effets quantité (+10,1%) et prix (+11,1%) combinés sur la période. Concernant les produits alimentaires, le raffermissement des exportations est attribuable aux produits halieutiques (+9,9 milliards) et arachidiers (+7,4 milliards).

En glissement annuel, les exportations biens ont progressé de 72,2 milliards (+22,3%) au troisième trimestre 2018, tirées par les produits alimentaires (+39,1 milliards), l'acide phosphorique (+26,1 milliards), les engrais chimiques et minéraux (+9,5 milliards) dont les quantités se sont respectivement accrues de 21,8%, 32,6% et 752,2%. Par ailleurs, les exportations de produits pétroliers ont augmenté de 7,8 milliards sur la période, du fait d'un effet prix (+31,5%). En revanche, les ventes à l'extérieur d'or non monétaire, de ciment et de titane du troisième trimestre 2018 se sont respectivement repliées de 20,2 milliards, 3,4 milliards et 1,5 milliard sur un an.

En cumul sur les neuf premiers mois de 2018, les exportations de biens se sont accrues de 50,5 milliards (+4,3%), relativement à la même période un an plus tôt, soutenues par les

⁷ Le déficit commercial = exportations – (importations *88%) Fret et assurances = 12% des importations

produits alimentaires (+56,1 milliards), l'acide phosphorique (+48,2 milliards), l'or non monétaire (+16,6 milliards) et le zircon (+6,5 milliards) dont les quantités vendues ont respectivement augmenté de 16,0%, 26,8%, 1,1% et 12%. A l'inverse, les exportations de ciment hydraulique et de titane se sont, dans l'ordre, repliées de 30,1 milliards et 6,0 milliards en rapport avec les baisses respectives des quantités vendues de 29,1% et 9,7%.

S'agissant des exportations du Sénégal vers l'UEMOA, elles sont évaluées à 82,9 milliards au troisième trimestre de 2018 contre 100,0 milliards au trimestre précédent, soit une baisse de 17,1 milliards (-17,1%). Leur part dans la valeur totale des exportations de marchandises du troisième trimestre de 2018 s'est établie à 20,9%, en repli trimestriel de 2,2%. La part du Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union a augmenté de 5,5 points de pourcentage pour se situer à 54,6% sur la période. Les exportations de marchandises du troisième trimestre 2018 vers ce partenaire ont notamment porté sur le ciment et les « produits pour préparations, pour soupes, potages et bouillons » avec des parts respectives de 41,3 % et 10,4%.

Tableau 14: Exportations en valeur (millions FCFA)

EXPORTATIONS (en millions)	2	2017		2018	Variations relatives (%)			
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES	Trim 3 (1)	CUMUL (2)	Trim 2 (3)	Trim 3 (4)	CUMUL (5)	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)
PRODUITS ALIMENTAIRES	88 089	309 624	116 423	127 187	365 768	9,2	44,4	18,1
- PRODUITS HALIEUTIQUES	58 093	186 889	75 110	85 053	216 953	13,2	46,4	16,1
- LEGUMES FRAIS	186	19 402	4 764	558	20 559	-88,3	200,1	6,0
- PRODUITS ARACHIDIERS	2 274	14 527	9 076	16 555	48 205	82,4	628,2	231,8
PREPARATIONS POUR SOUPES, POTAGES, BOUILLONS	16 460	55 088	18 111	18 084	54 405	-0,2	9,9	-1,2
CIMENT HYDRAULIQUE	23 544	95 986	20 425	20 171	65 852	-1,2	-14,3	-31,4
PRODUITS PETROLIERS	26 079	95 151	27 729	33 922	96 002	22,3	30,1	0,9
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	1 177	13 754	2 264	10 707	20 402	373,0	809,4	48,3
ACIDE PHOSPHORIQUE	31 107	77 971	42 354	57 193	126 212	35,0	83,9	61,9
OR NON MONETAIRE	44 571	159 298	92 462	24 355	175 848	-73,7	-45,4	10,4
ZIRCONIUM	9 426	26 572	15 241	15 950	40 271	4,6	69,2	51,6
TITANE	15 474	35 768	11 549	13 977	29 770	21,0	-9,7	-16,8
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	239 467	814 123	328 447	303 462	920 125	-7,6	26,7	13,0
AUTRES PRODUITS	84 575	348 634	104 263	92 814	293 093	-11,0	9,7	-15,9
TOTAL	324 043	1 162 757	432 709	396 277	1 213 218	-8,4	22,3	4,3

Source : ANSD

II.6.2. Importations des principaux produits

Hausse des importations, en variation trimestrielle

Pour leur part, les importations de biens du Sénégal sont évaluées à 971,1 milliards au troisième trimestre de 2018 contre 955,3 milliards au trimestre

précédent, soit une hausse de 15,8 milliards (+1,7%). Cette évolution reflète le renforcement des achats de produits pétroliers (+49,0 milliards) et de « véhicules, matériels de transport et

pièces détachées automobiles » (+31,5 milliards). En revanche, les importations de produits alimentaires (-23,7 milliards), de «machines, appareils et moteurs» (-15,6 milliards), de métaux communs (-12,2 milliards) ont baissé sur la période. Concernant les importations de produits alimentaires, le repli est essentiellement attribuable au riz (-14,0 milliards), au froment et méteil (-3,7 milliards), aux «huiles, graisses animales et végétales » (-3,4 milliards), et au maïs (-3,1 milliards) dont les quantités achetées se sont respectivement contractées de 21,4%, 18,0%, 17,9% et 18,4%. Toutefois, les importations de «fruits et légumes comestibles» se sont accrues de 5,8 milliards, en rythme trimestriel. Au titre des produits pétroliers, le raffermissement des importations est, à la fois, attribuable aux produits raffinés (+38,3 milliards) et aux huiles brutes (+10,7 milliards).

En glissement annuel, le troisième trimestre de 2018 est marqué par une hausse de 89,8 milliards (+10,2%) de la valeur des importations de biens, notamment imputable aux produits pétroliers (+78,0 milliards), aux «véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles» (+37,9 milliards) et aux métaux communs (+15,4 milliards) dont les quantités achetées se sont respectivement renforcées de 20,8%, 44,3% et 35,8%. Une hausse de 31,3% des prix à l'importation de produits pétroliers est également notée sur la période. Pour leur part, les importations de « machines, appareils et moteurs», de produits alimentaires, d'engrais et de produits pharmaceutiques du troisième trimestre 2018 se sont, dans l'ordre, contractées de 42,9 milliards, 39,2 milliards, 5,4 milliards et 2,3 milliards. S'agissant des produits alimentaires, le repli des achats à l'étranger est attribuable au riz (-11,0 milliards), aux fruits et légumes comestibles (-6,5 milliards) ainsi qu'aux «huiles et graisses animales et végétales» (-5,7 milliards). Il a été, toutefois, amoindri par les achats de froment et méteil (+2,0 milliards).

Sur les neuf premiers mois de 2018, les importations de biens ont progressé de 273,4 milliards, portées par les produits pétroliers (+101,4 milliards), les «véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles» (+70,8 milliards), les métaux communs (+38,4 milliards), les «pierres, céramiques et verres» (+17,3 milliards) et les produits pharmaceutiques (+10,1 milliards). En revanche, les importations de « machines, appareils et moteurs » et de produits alimentaires ont enregistré des baisses respectives de 53,6 milliards et 34,5 milliards sur la période, en rapport avec le repli des quantités achetées de 4,0% et 6,5%.

En provenance des pays de **l'UEMOA**, les importations de biens du Sénégal se sont établies à 20,3 milliards au troisième trimestre de 2018 contre 18,3 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 2,0 milliards. Elles ont représenté 2,1% de la valeur totale des importations de biens du troisième trimestre 2018, soit un regain de 0,2% par rapport au

trimestre précédent. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 61,7% au troisième trimestre de 2018. Les importations, en provenance de ce partenaire ont essentiellement porté sur les «bois et ouvrages» et les «fruits et légumes comestibles», avec des parts respectives de 17,3% et 9,1%.

Tableau 15: Importations en valeur (millions FCFA)

IMPORTATIONS (en millions de FCFA)		2017	2018				Variations relatives(%)			
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES	Trim 3 (1)	CUMUL (2)	Trim 2 (3)	Trim 3 (4)	CUMUL (5)	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)		
PRODUITS ALIMENTAIRES	170 419	479 958	154 913	131 207	445 440	-15,3	-23,0	-7,2		
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	19 481	35 362	7 226	12 973	29 926	79,5	-33,4	-15,4		
- FROMENT ET METEIL	20 233	64 808	25 901	22 202	63 348	-14,3	9,7	-2,3		
- MAIS	10 749	28 542	13 358	10 250	32 831	-23,3	-4,6	15,0		
- RIZ	54 802	153 388	57 844	43 800	162 764	-24,3	-20,1	6,1		
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	20 090	75 044	17 742	14 301	61 075	-19,4	-28,8	-18,6		
PRODUITS PETROLIERS	132 858	434 595	161 840	210 861	536 030	30,3	58,7	23,3		
-HUILES BRUTES DE PETROLE	64 468	234 601	79 949	90 640	237 762	13,4	40,6	1,3		
-AUTRES PRODUITS PETROLIERS	68 390	199 994	81 891	120 221	298 268	46,8	75,8	49,1		
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	36 451	90 287	32 653	34 167	100 372	4,6	-6,3	11,2		
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	155 065	426 699	127 734	112 139	373 072	-12,2	-27,7	-12,6		
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	82 724	234 148	89 079	120 595	304 920	35,4	45,8	30,2		
ENGRAIS	11 690	18 127	9 521	6 258	17 335	-34,3	-46,5	-4,4		
PIERRE CERAMIQUE ET VERRE	12 674	36 665	18 352	21 222	54 006	15,6	67,5	47,3		
METAUX COMMUNS	31 181	108 276	58 773	46 584	146 679	-20,7	49,4	35,5		
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	633 061	1 828 755	652 864	683 033	1 977 853	4,6	7,9	8,2		
AUTRES PRODUITS	248 185	766 761	302 408	288 026	891 102	-4,8	16,1	16,2		
TOTAL	881 246	2 595 516	955 272	971 059	2 868 955	1,7	10,2	10,5		

Source: ANSD

I.7 FINANCES PUBLIQUES

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, la gestion budgétaire est marquée par une exécution satisfaisante des dépenses publiques et un léger repli des ressources. Ces dernières sont chiffrées à 1 595,2 milliards contre 1 609,6 milliards un an auparavant, soit une diminution de 0,9%, attribuable aux dons; les recettes fiscales et non fiscales ayant modestement progressé sur la période. Concernant les dépenses, elles sont évaluées à 2 212,9 milliards à fin septembre 2018, se confortant de 3,8% par rapport à la même période en 2017. Au total, le solde budgétaire, dons compris, est évalué en déficit de 617,7 milliards à fin septembre 2018 contre un déficit de 521,7 milliards un an auparavant.

II.7.1. Recettes budgétaires

Les ressources (1595,2 milliards) sont constituées de recettes budgétaires (1 468,6 milliards), de dons (104,7 milliards) et de ressources du FSE (21,9 milliards). En glissement annuel, elles se sont contractées de 14,4 milliards, sous les effets combinés d'une baisse des dons et d'un accroissement modéré des recettes budgétaires. Ces dernières sont composées de recettes fiscales (1 386,2 milliards) et non fiscales (82,4 milliards) qui se sont respectivement consolidées de 23,7 milliards et 2,2 milliards.

La progression des recettes fiscales est imputable, aussi bien, aux impôts directs (+2,9%) qu'aux impôts indirects (+1,1%). L'évolution des impôts directs est essentiellement soutenue par l'impôt sur le revenu (255,4 milliards) qui s'est conforté de 28 milliards (+12,3%). Elle a été, toutefois, amoindrie par la baisse (-2,3%) de l'impôt sur les sociétés (175 milliards). S'agissant des impôts indirects, ils se sont inscrits en hausse de 1,1%, à la faveur de la bonne tenue de la taxe sur les activités financières, de la taxe spécifique sur le pétrole et de la taxe sur la consommation hors produits pétroliers qui se sont respectivement confortées de 8,3%, 6,9% et 18,6% pour s'établir à 44,6 milliards, 62,1 milliards et 40,7 milliards. Par ailleurs, les recouvrements au niveau du cordon douanier (461,6 milliards) ont concouru à l'augmentation des recettes, grâce, notamment, à la mobilisation des droits de porte (+11,5 milliards ou +6,3%). En revanche, au titre des recettes pétrolières, la TVA à l'importation (53 milliards) et le FSIPP (13 milliards) ont respectivement reculé de 18,3% et 24,4%.

Pour leur part, les recettes non fiscales sont chiffrées à 82,4 milliards à fin septembre 2018, en légère progression de 2,7% par rapport à la même période de 2017. Cette évolution traduit l'orientation favorable des revenus du domaine (25,3 milliards) qui se sont accrus de 7,1 milliards. Par contre, une baisse de 7,2 milliards des dividendes et produits financiers est relevée.

II.7.2 Dépenses publiques

S'agissant des dépenses, elles sont évaluées à 2 212,9 milliards à fin septembre 2018 contre 2 131,3 milliards un an auparavant, soit une progression de 81,6 milliards (+3,8%), principalement attribuable aux charges courantes (+186,1 milliards). L'évolution de ces dernières est portée par le fonctionnement (716,1 milliards), la masse salariale (510,3 milliards) et les intérêts sur la dette (194,1 milliards) qui se sont, dans l'ordre, accrus de 16,5%, 12,2% et 18%. Pour leur part, les dépenses en capital sont estimées à 792,5 milliards, à fin septembre 2018, en baisse de 11,7% par rapport à la même période un an plus tôt. Cette situation traduit les replis respectifs de 13,1% et 6,6% des investissements sur ressources internes (458,4 milliards) et extérieures (334,1 milliards).

II.8. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

II.8.1 Monnaie et crédit

L'évolution trimestrielle de la situation monétaire, appréciée sur la base des estimations à fin septembre 2018, fait ressortir une contraction de 38,7 milliards de la masse monétaire. En contrepartie, une diminution de 250,3 milliards des actifs extérieurs nets et un renforcement de 224,7 milliards de l'encours des créances intérieures sont notés.

Contraction de la masse monétaire

La masse monétaire s'est contractée de 38,7 milliards, entre fin juin et fin septembre 2018, pour s'établir à 4914,6 milliards. Cette régression de la liquidité globale est perceptible à travers les dépôts transférables (2 129,2 milliards) qui ont baissé de

127,3 milliards. Pour sa part, la circulation fiduciaire a augmenté de 35 milliards sur la période pour atteindre 1 172,4 milliards. S'agissant des autres dépôts inclus dans la masse monétaire, ils sont ressortis à 1 613 milliards à fin septembre 2018, augmentant de 53,6 milliards par rapport à fin juin.

Sur un an, la liquidité globale de l'économie est en expansion de 483,2 milliards ou 10,9%, à fin septembre 2018. Son rythme de croissance a ainsi décéléré après avoir atteint 13,1%, à la fin du deuxième trimestre.



Diminution des actifs extérieurs nets

Les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts sont chiffrés à 1737,2 milliards à fin septembre 2018, diminuant de 250,3 milliards par rapport à fin juin 2018. Cette situation est imputable aussi bien à la Banque centrale, dont la position

extérieure nette s'est dégradée de 212,7 milliards pour s'établir à 1319,6 milliards, qu'aux banques primaires qui ont enregistré une baisse de 37,6 milliards de leurs actifs extérieurs nets (417,6 milliards).

Sur un an, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont consolidés de 366,2 milliards ou 26,7%, à fin septembre 2018. Leur rythme de croissance a ainsi accéléré, après s'être situé à 20,6% à la fin du deuxième trimestre 2018. Rapportés aux importations de biens, les actifs extérieurs nets ont couvert 5,4 mois à fin septembre 2018 contre 6,3 mois à la fin du deuxième trimestre.



Graphique 32: Evolution du rythme de croissance des actifs extérieurs nets en glissement annuel

Renforcement de l'encours des créances intérieures A fin septembre 2018, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est établi à 4 421,4 milliards, se renforçant de 224,7 milliards par rapport à fin juin 2018. Cette situation est attribuable aux créances nettes à l'administration centrale qui ont augmenté de 265,5

milliards pour se situer à 385,1 milliards. Concernant les crédits sur les autres secteurs de l'économie, ils ont reculé de 40,8 milliards pour se situer à 4 036,3 milliards à fin septembre 2018. En variation glissante sur un an, le rythme d'évolution des crédits bancaires accordés au secteur privé a décéléré à la fin du troisième trimestre 2018, à 0,6%, après 6,1% à fin juin 2018 alors que l'encours global des crédits intérieurs s'est renforcé de 130 milliards ou 3%.

Graphique 33: Evolution du rythme de croissance des créances sur les autres secteurs, en glissement annuel

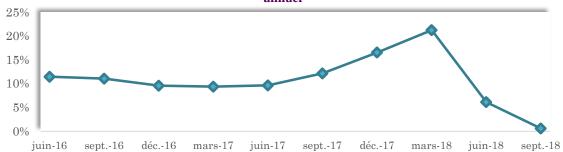


Tableau 16: Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA)

	Sept 17	Juin 18	Sept 18	Variation	Variation	Variation	Variation
	(1)	(2)	(3)	absolue (3)/(2)	relative (3)/(2)	absolue (3)/(1)	relative (3)/(1)
Masse monétaire (M2)	4431,4	4953,3	4914,6	-38,7	-0,8%	483,2	10,9%
Circulation fiduciaire	1008,5	1137,4	1172,4	35,0	3,1%	163,9	16,3%
Dépôts transférables	1994,6	2256,5	2129,2	-127,3	-5,6%	134,6	6,7%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1428,3	1559,4	1613,0	53,6	3,4%	184,7	12,9%
Actifs extérieurs nets	1371,0	1987,5	1737,2	-250,3	-12,6%	366,2	26,7%
BCEAO	940,4	1532,3	1319,6	-212,7	-13,9%	379,2	40,3%
Banques	430,6	455,2	417,6	-37,6	-8,3%	-13,0	-3,0%
Créances intérieures	4291,4	4196,7	4421,4	224,7	5,4%	130,0	3,0%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	278,3	119,6	385,1	265,5	222,0%	106,8	38,4%
Créances sur les autres secteurs	4013,1	4077,1	4036,3	-40,8	-1,0%	23,2	0,6%

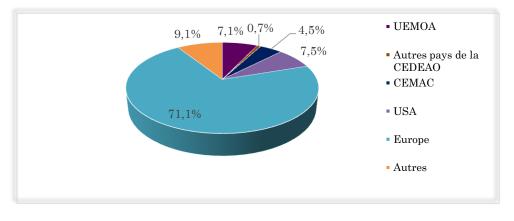
Source: BCEAO

II.8.2. Les titres publics

Au cours du troisième trimestre 2018, la BCEAO n'a organisé, sur le marché sous régional, aucune émission de bon ou d'obligation du trésor pour le compte du trésor public sénégalais. Le besoin du pays pour l'année 2018 a été, en effet, complètement couvert par l'émission sur le marché financier international d'euro-obligations à double tranche: une tranche d'un milliard d'euros sur 10 ans amortissable à un taux de 4,75% et une tranche d'un milliard de dollars sur 30 ans amortissable à un taux de 6,75%.

II.8.3. Les transferts rapides d'argent

Les transferts rapides d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal sont ressortis à 867,1 milliards sur les neuf premiers mois de 2018, en hausse de 2% par rapport à la même période de l'année précédente. L'évolution trimestrielle des transferts reçus fait ressortir une progression de 6,4%, au troisième trimestre 2018, dans un contexte marqué par la célébration de la fête religieuse musulmane d'Aïd El Kébir (Tabaski). Les montants reçus ont, en effet, atteint 312,3 milliards entre juillet et septembre 2018 contre 293,6 milliards au cours du deuxième trimestre. Cependant, en glissement annuel, les transferts d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal se sont contractés de 4,9%, au troisième trimestre 2018, après une consolidation de 1,9% au trimestre précédent.



Graphique 34: Répartition des transferts reçus par origine

S'agissant des émissions de transferts rapides d'argent effectuées par les établissements de crédit du Sénégal vers l'extérieur, elles sont chiffrées à 124,3 milliards sur les trois premiers trimestres de 2018, en baisse de 28,3% par rapport à la même période un an auparavant. Durant le troisième trimestre 2018, les transferts émis sont estimés à 41,6 milliards, diminuant de 1,9% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ils se sont contractés de 46% au troisième trimestre 2018, après un repli de 20,4% un trimestre plus tôt.

Au total, le cumul des transferts nets d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal est évalué à 742,8 milliards à la fin du troisième trimestre 2018, en hausse de 66,2 milliards ou 9,8%, sur un an.

Tableau 17: Transferts rapides d'argent effectués par les Etablissements de crédit du Sénégal

	2017			2018	Variations (%)			
	Trim. 3 (1)	Cumul (2)	Trim. 2 (3)	Trim.3 (4)	Cumul (5)	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)
RECUS	328,3	850,0	293,6	312,3	867,1	6,4	-4,9	2,0
EMIS	76,9	173,4	42,4	41,6	124,3	-1,9	-45,9	-28,3
NET	251,4	676,6	251,2	270,7	742,8	7,8	7,7	9,8

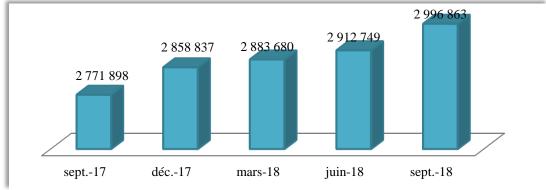
Source : DMC

II.8.4. Les systèmes financiers décentralisés (SFD)

A fin septembre, la situation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), comparée à celle de fin juin 2018, est marquée par les renforcements respectifs des encours de crédits et de dépôts. La qualité du portefeuille s'est, quant à elle, détériorée sur la période.

Le sociétariat des systèmes financiers décentralisés s'est situé à 2 996 863 à fin septembre 2018 contre 2 912 749 un trimestre plus tôt, soit une progression de 2,9%. Ainsi, indexé à la population, le taux de pénétration des SFD s'est établi à 22,2%, soit 1,7 point de plus qu'à la même période un an plus tôt.

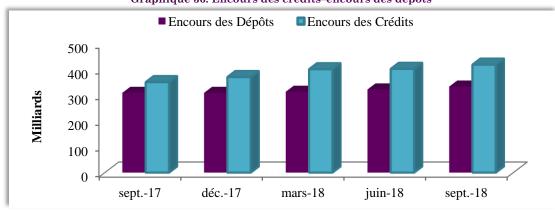
Graphique 35: Sociétariat des SFD (Membres / Clients)



Renforcement de l'encours des crédits – Hausse des dépôts L'encours des crédits accordés par les systèmes financiers décentralisés à la clientèle est estimé à 419,1 milliards à fin septembre contre 402,7 milliards à la fin juin 2018, soit une hausse de 4,1%. Sur un an, il a progressé de 68,1 milliards ou 19,4%, à la fin du

troisième trimestre 2018.

S'agissant des dépôts effectués au niveau des SFD par la clientèle, ils ont progressé de 11 milliards ou 3,4%, en passant de 322,8 milliards à 333,8 milliards entre fin juin et fin septembre 2018. Sur une base annuelle, ils se sont renforcés de 24,2 milliards ou 7,8%.



Graphique 36: Encours des crédits-encours des dépôts

Hausse du taux des créances en souffrance en variation trimestrielle En variation trimestrielle, la qualité du portefeuille des SFD s'est détériorée à fin septembre 2018. En effet, le taux de créances en souffrance a augmenté de 0,23 point de base pour se situer à 5,53%. Il reste, ainsi, au-dessus de la norme maximale de 3% (portefeuille à risque à 90 jours)

édictée par le dispositif prudentiel. Sur un an, le taux de créances en souffrance a augmenté de 0,52 point de base.

Sept.-17 déc.-17 mars-18 juin-18 sept.-18

Tableau 18: Sociétariat, encours de crédits et de dépôts des Systèmes Financiers Décentralisés

	sept-17	déc-17	mars-18	juin-18	sept-18
Sociétariat	2 771 898	2 858 837	2 883 680	2 912 749	2 996 863
Encours des Dépôts	309 667 594 259	309 505 980 632	313 849 424 391	322 784 172 418	333 826 181 349
Encours des Crédits	351 067 863 447	370 856 222 204	401 320 836 336	402 726 529 961	419 140 755 351
Taux de Créances en Souffrance	5,01%	5,01%	4,94%	5,31%	5,53%

 $Source: DRS/\ SFD$